

POLYNÉSIE FRANÇAISE
SUBDIVISION ADMINISTRATIVE
DES ÎLES MARQUISES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS



**du Conseil Communautaire de la
Communauté de Communes des Îles Marquises (CODIM)**

DÉLIBÉRATION N° 02 - 2024 du 22 mars 2024

**Prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales de
l'exercice 2024 du budget principal et des budgets annexes de la
CODIM.**

Le 22/03/2024, le conseil communautaire de la communauté de communes des Îles Marquises, convoqué le 14/03/2024 conformément à l'article L.5211-11 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni à Taiohae, Nuku Hiva à 13:30, sous la présidence de M. Benoît KAUTAI.

Le secrétaire de séance nommé est: Laïza DEANE

Délégués communautaires présents avec voix délibérative (15/15 élus en exercice):

Benoît KAUTAI, Joseph KAIHA, Henri TUIEINUI, Nestor OHU, Félix BARSINAS, Nicolas HAITI, Laïza DEANE, Jean-Yves SCALLAMERA, Ornella KAYSER, Wildorf TATA, Alain AH-LO, Athanase PAHUTOTI, Ranka AUNOA, Anna TEHAHE

Absent(s) (0):

Procuration(s) (1): Joëlle FREBAULT à Ornella KAYSER

→ Les délégués communautaires présents et représentés (15/15), formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée.

Exposé des motifs :

Bien que le débat d'orientation budgétaire ne soit pas obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunal ne comprenant aucune commune de plus de 3 500 habitants, la Chambre territoriale des comptes invite néanmoins la CODIM à s'imposer un débat "sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés", prévu sur la base d'un rapport d'orientation budgétaire diffusé aux membres de l'organe délibérant.

- Vu** la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;
- Vu** le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie Française (CGCT);
- Vu** l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des îles Marquises;
- Vu** l'arrêté n°HC/2021/11/SAIM du 25 novembre 2021 portant extension de compétences de la communauté de communes des îles Marquises ;
- Vu** l'arrêté n°HC 19 SAIM/clis du 23 décembre 2022 portant transfert de compétence du service public de l'électricité à la communauté de communes des îles Marquises à la date du 1er janvier 2023 ;
- Vu** le rapport sur les orientations budgétaires de la communauté de communes des îles Marquises annexé à la présente délibération ;

Considérant que le débat d'orientation budgétaire doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire, les engagements pluriannuels ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ;

Considérant que ce rapport donne lieu à un débat et faire l'objet d'un vote ;

→ Il est proposé à l'assemblée délibérante de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales de l'exercice 2024 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté de communes des îles Marquises.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Après en avoir délibéré par

15	voix pour,	0	voix contre et	0	abstention(s), soit	0	votants
-----------	------------	----------	----------------	----------	---------------------	----------	---------

Article 1. PREND ACTE de la tenue, en ce jour du débat sur les orientations générales de l'exercice 2024 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté des communes des îles Marquises.

Article 2. DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de la Polynésie française dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication ou dès notification et de sa réception par le représentant de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3. DIT que le Président et le comptable public sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus

Acte rendu exécutoire après transmission via l'application @CTES:

Le: 29/03/2024

Et publication ou notification

Du: 02/04/2024

Le Président,
Benoît KAUTAI





CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

Nuku Hiva - 22 mars 2024

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

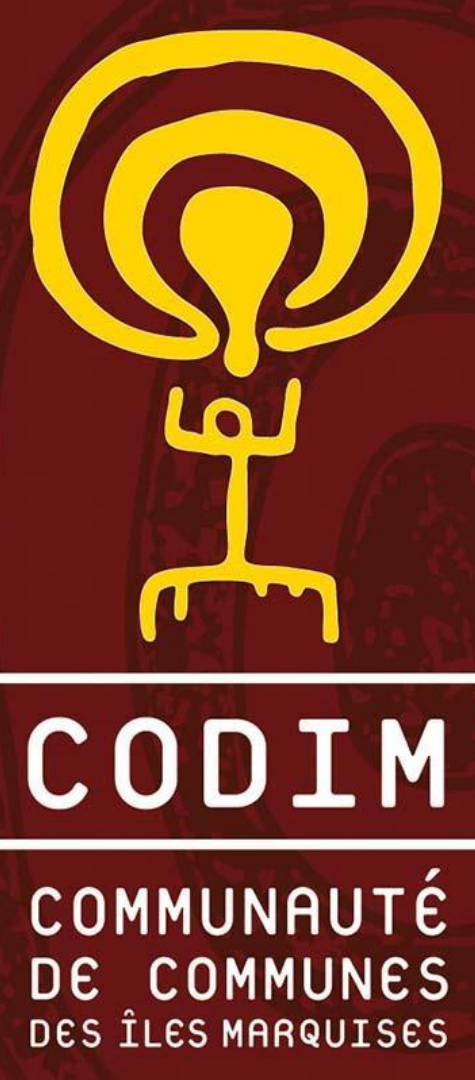
Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 29/03/2024

987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Conseil communautaire

**RAPPORT D'ORIENTATION
BUDGÉTAIRE 2024**

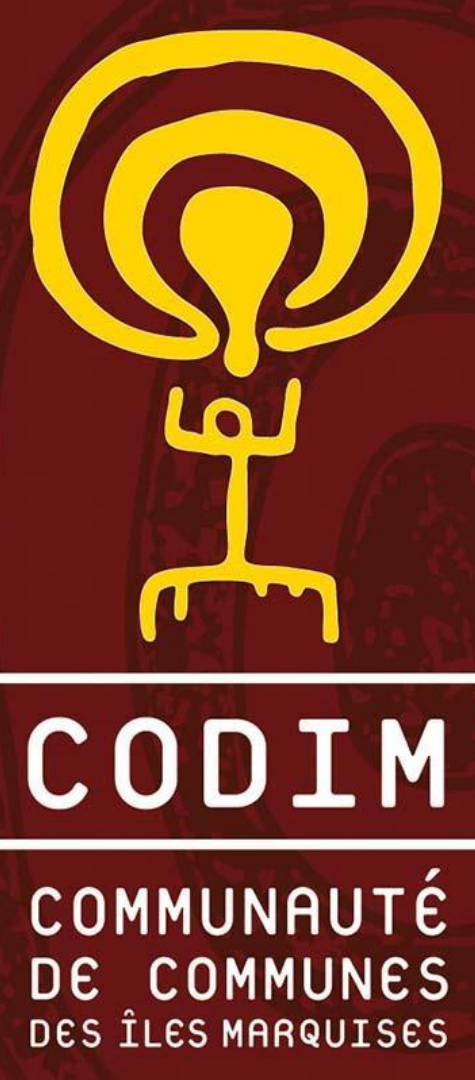


RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-000276-8-20240322-DEL 012-2024-001

I - Situation financière de la CODIM et ses services

II - Actions 2024, perspectives 2025 et au-delà

1. Administration générale
2. Transport maritime
3. Energie
4. Patrimoine
5. Développement stratégique
6. Échéances communautaires



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

I - Situation financière de la CODIM

Contexte

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



La CODIM a été créée en 2010 (13 ans).

Il s'agit d'un établissement public visant à mutualiser les moyens de ses communes membres.

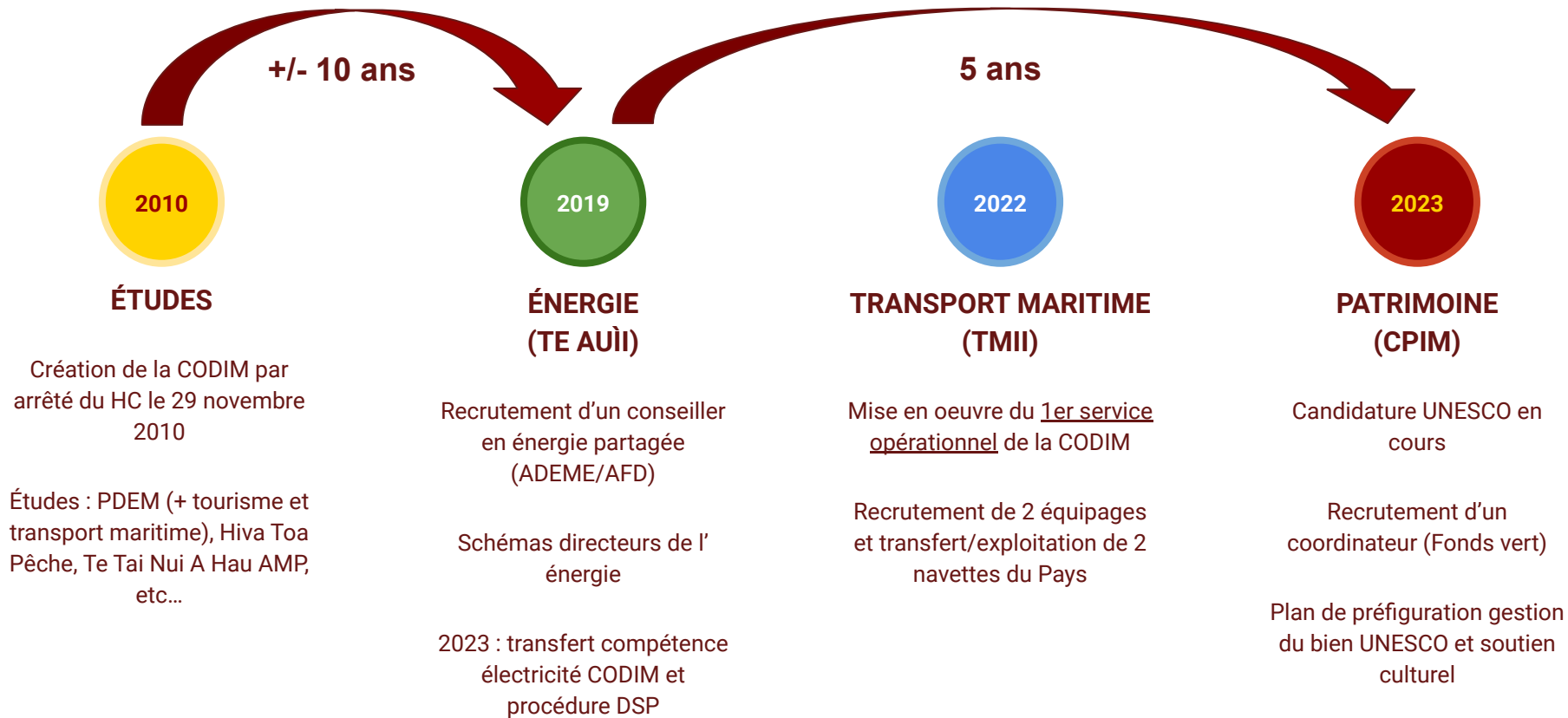
Elle regroupe des compétences d'études liées à l'aménagement, au tourisme, au transport maritime et au développement économique...

En 2022, elle met en oeuvre son 1er service opérationnel (le transport maritime) et en 2023 elle récupère la compétence électricité.

Son statut prévoit également le soutien aux activités sportives, culturelles (...) et l'aide et le soutien au projet UNESCO Marquises.

Dans le cadre de la candidature des îles Marquises au patrimoine de l'UNESCO et avec le soutien au fonds vert, elle recrute un coordinateur du patrimoine et s'implique dans la coordination et la mise en oeuvre d'actions préfigurant la gestion du futur bien classé.

Évolution opérationnelle



Évolution du personnel

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'arr. 29/08/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Années	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ADMIN. G.	3	3	3	4	4	5
TE AUÏI		1	1	1	1	8
TMII					11	13
CPIM						1
TOTAL	3	4	4	5	16	27

2018 à 2023

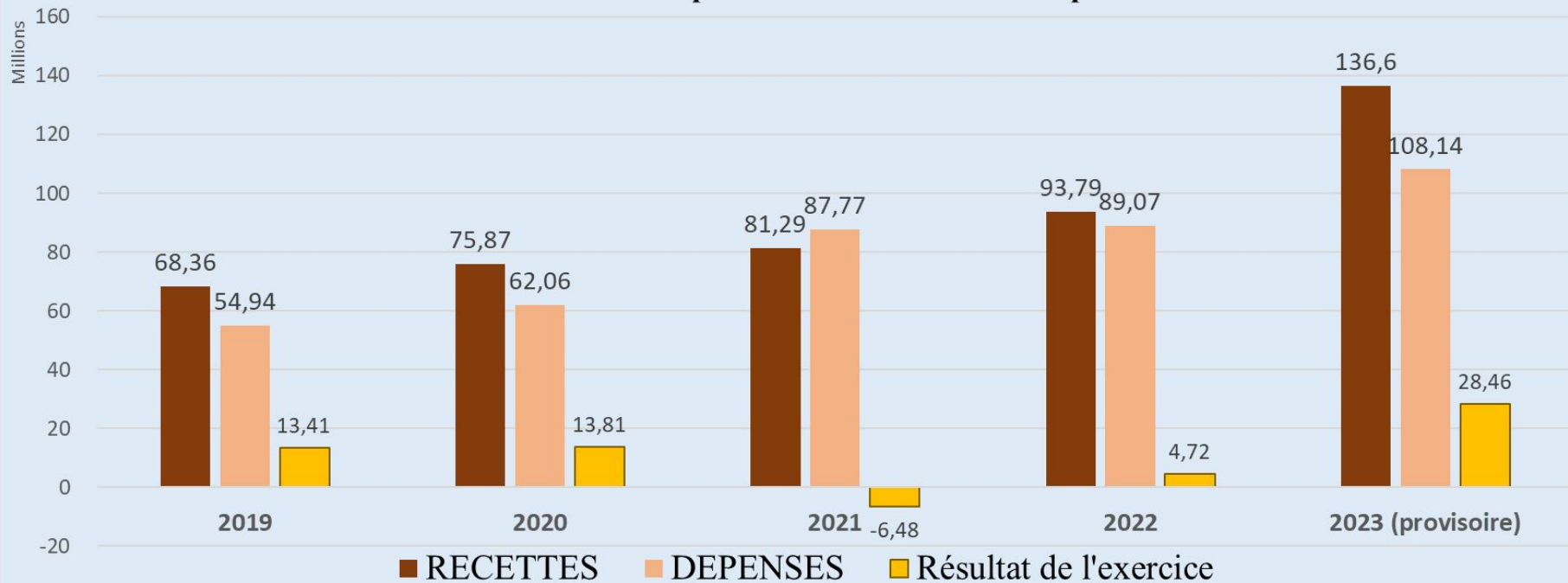
→ X9

2021 à 2023

→ X5

I. La situation de la CODIM

Evolution Recettes/dépenses de fonctionnement depuis 2019

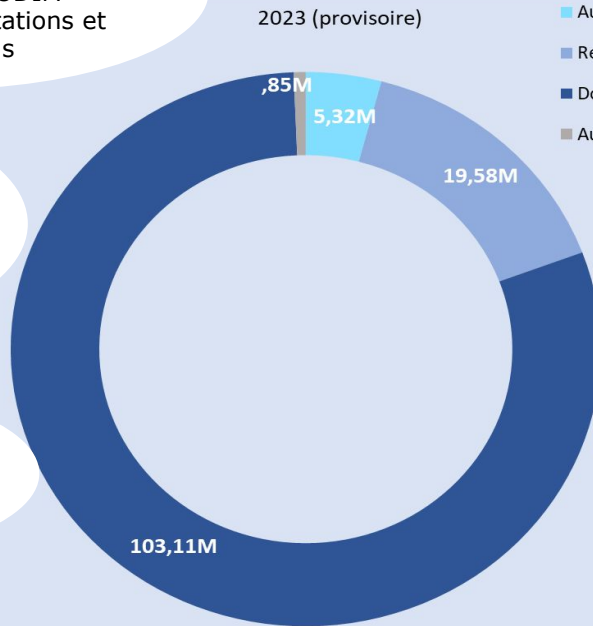


I.1. Evolution des recettes réelles de fonctionnement

80%
des RRF de la CODIM
reposent sur les dotations et
participations

15%
des RRF proviennent des
remboursements des
frais de personnel et des
frais autre que personnel
des BA et communes
membres

4%
des RRF viennent des
remboursement sur
rémunérations et charges
sociales



- Autres recettes de gestion (75-013)
- Remboursement des frais de personnel et des frais autre que personnel (70)
- Dotations et participations (74)
- Autres recettes réelles (77-78)



I.1. Evolution des recettes réelles de fonctionnement

1.1 DOTATIONS et PARTICIPATIONS

1.1.1 RRF régulières

- **DGF : 59 M/an depuis 2019 (contre 59,8 M depuis 2016 et 64,8 M en 2015)**

46% des RRF en 2023 (contre 63% en 2022) reposent sur la DGF et demeure la première ressource importante en fonctionnement de la CODIM.

- **Contribution des communes membres : 14,85 M en 2023 (contre 13,5 M/an les années précédentes)**

12% des RRF en 2023 (contre 14% en 2022).

En 2023, la CODIM a connu une augmentation de 10% des contributions de ses communes membres, restées rigides depuis 2011 (création de la CODIM). Celles-ci augmenteront de 10% tous les ans jusqu'en 2026 (19,77 M). A partir de 2027 elles seront égales à celles de 2026.

La CODIM reste très sensible aux décisions de l'ETAT.

I.1. Evolution des recettes réelles de fonctionnement



1.1 DOTATIONS et PARTICIPATIONS

1.1.2. Les recettes spécifiques

- **Participation de l'Etat :**

ADEME : 2023 : 69 592 (complément)

2020 à 2023 : subvention pour le financement du poste de CEP d'un montant total de 16,5 M (contre 29,1 M dépenses totales de 2019 à 2022).

Fonds verts: 2023 : 26,5 M (avance)

2023 à 2026 : subvention pour le financement du projet "Préfiguration de gestion du bien UNESCO Te Henua Enata" d'un montant total de 88 MF.

- **Participation d'autres organismes :**

PEW : 2023 : 2,68 M (avance)

2024 : subvention initialement prévue pour la mise en place d'une gestion de la pêche côtière dans les îles Marquises et réorienté vers la communication sur la gestion de la pêche dans les îles Marquises

I.1. Evolution des recettes réelles de fonctionnement



1.2 Les remboursements des frais de personnel et des frais autres que personnel

- **Provenant du budget annexe de transport maritime:**

Frais de personnel : 7,4 M en 2023 (contre 8,6 M en 2022)

Frais de gestion : 400 000 en 2023 (contre 292 000 en 2022)

- **Provenant du budget annexe TE AUI :**

Frais de personnel : 8,4 M en 2023

Frais de gestion : 99 000 en 2023

- **Dispositif SCV:**

Etat : 4,9 M (que l'on retrouve dans l'atténuation des charges)

Communes : 3,3M en 2023 : Frais de personnel et frais de gestion (dispositif Service Civique) :

La CODIM connaît également une nouvelle recette de la part de ses communes membres. En effet, depuis 2015, la CODIM supportait une partie des dépenses liée ce dispositif, bien que les volontaires soient mis à disposition de ses communes membres.

La gestion de 2 nouveaux services n'a pas encore eu un impact significatif sur le budget de la CODIM car ces services parviennent s'autofinancer par les recettes issues de leur exploitation. Ainsi, pour l'instant, ils sont en mesure de rembourser le budget principal pour les frais communs (loyer, électricité, assurance, logiciel de comptabilité, etc. et personnel).

I.1. Evolution des recettes réelles de fonctionnement



1.3 Autres recettes

- **Atténuation de charges (qui vient diminuer une charge):**

Etat : 4,9 M (contre 2,5 M en 2022) pour le remboursement lié au dispositif Service civique (formations et charges sociales).

CPS : 419 000 pour les remboursement des indemnités journalières des agents de la CODIM de 2021 et 2023.

- **Recettes exceptionnelles**

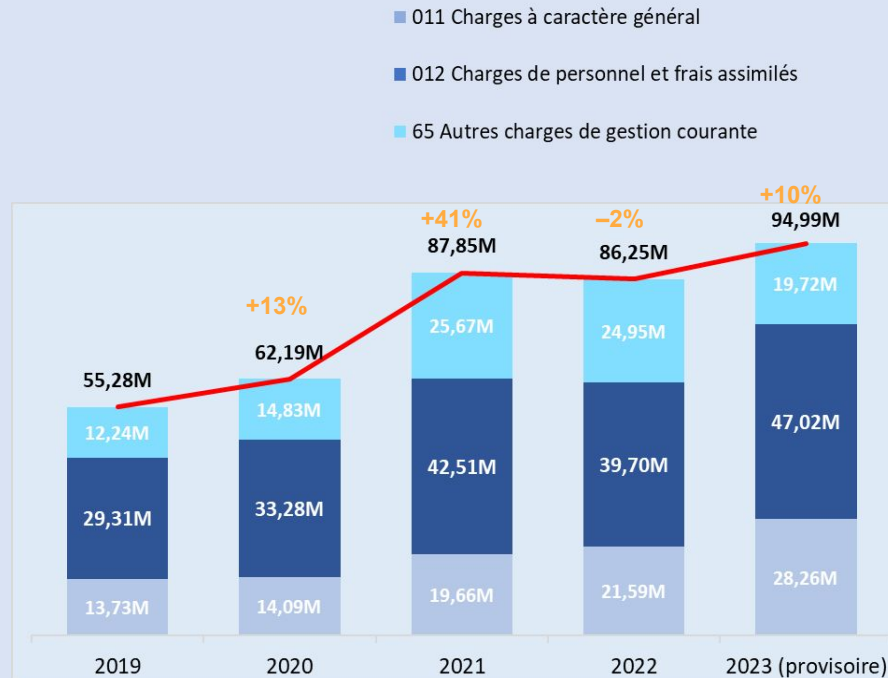
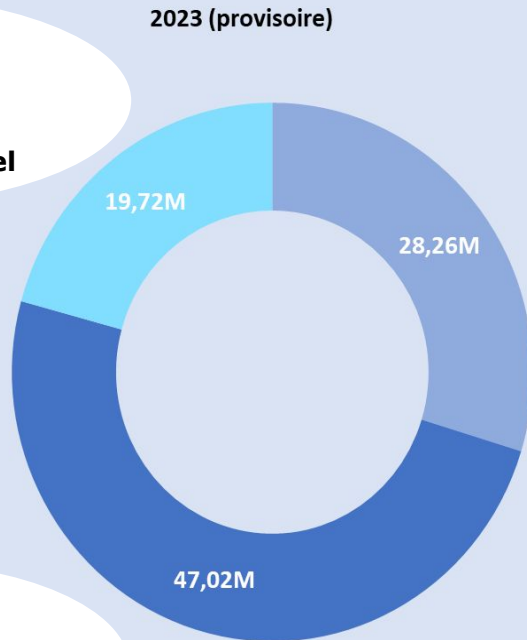
-remboursement sur des dépenses antérieures

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

49%
des DRF sont
consommées par les
charges de personnel

30%
des DRF sont
affectées aux
charges courantes

21%
des DRF reposent sur
les **autres charges
de gestion**



Charges personnel hors SCV	24M	28,3M	34,2M	36,1M	40,2M
----------------------------	-----	-------	-------	-------	-------

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

1.1 CHARGES DE PERSONNEL

Agents titulaires	2019	2020	2021	2022	2023
	CAT	CAT	CAT	CAT	CAT
DGS	A	A	A	A	
Sec/compt	B	B	B	B	
Adjoint adm	C	C	C	C	
TOTAL	3	3	3	3	0

ETAT DU PERSONNEL* (nb d'agent)				
2019	2020	2021	2022	2023
4	4	5	6-1=5	6-1=5

* Les volontaires en SCV représentent en moyenne 16% des charges de personnel de la CODIM (41 volontaires en 2023 contre 39 les années précédentes)

Agents non titulaires	2019	2020	2021	2022	2023
	CAT	CAT	CAT	CAT	CAT
CEP	A (sept.)	A	A	A	A (mars)
Collab.Cab.			A (mars)	A	A (mai)
DGS					C (mai)
DAF					C
Sec/compt.				C (sept.)	C (sept.)
Aide compt.*					A (août)
Adjoint adm.					
CPIM					
TOTAL	1	1	2	3-1=2	6-1=5

*Le poste d'aide comptable, bien qu'il apparaisse dans l'état du personnel de la CODIM, il a été créé pour le service du transport maritime. Cette charge est remboursée à 100% par le budget du transport maritime.

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

1.1 CHARGES DE PERSONNEL

Les dépenses liées au personnel demeurent le poste de charge le plus important des dépenses de la CODIM.

En 2023 la CODIM enregistre une augmentation de 18% de ses charges de personnel par rapport à 2022 passant alors de 39,7 M (2022) à 47,02 M (2023).

Cela s'explique par :

- Ouverture Session SCV de Janvier à septembre 2023 (en 2022 la session a pris fin en avril) ;
- Charges de personnel TE AUIÏ (7 agents) qui auraient dû être supportées directement par le BA : salaires des 3 premiers mois du CEP, d'un mois pour 2 agents techniques avant ouverture du BA et cotisations sociales de l'année 2023 des 7 agents (6,2 M) ;
- Ouverture d'un poste de DAF et recrutement en mai ;
- Ouverture d'un poste de CPIM et recrutement en août ;

SEUIL D'ALERTE	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Ratio de rigidité (personnel (64)+ conting.t (655) + ch.fi (66,686))/ RRF (≤ 65%)	43%	44%	53%	43%	37%
Charge de personnel/Charges de fonctionnement (≤ 50%)	50%	46%	42%	43%	44%

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement



1.1 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel auraient dû augmenté considérablement avec les nouvelles dépenses de 2023, si la situation de 2022 avait été maintenue.

En effet, la CODIM a connu d'autres changements 2023 :

- disponibilité de 2 agents A (depuis mars) et C (depuis août) : les départs ont entraîné une diminution des charges de personnel, même si les postes sont désormais pourvus, car cela a conduit à la suppression du poste de collaborateur de catégorie A;
- le recrutement d'un DAF a entraîné la fermeture du poste de secrétaire comptable de catégorie B, qui a été remplacé par l'ouverture d'un poste de secrétaire comptable de catégorie C incluant une part de 50% de secrétariat pour le service TE AUII ;

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

1.2 CHARGES COURANTES



Au cours des 5 dernières années, les charges courantes ont continué d'augmenter. Elles passent de 13,7 M en 2019 à 21,6 M en 2022 (+57%) et passent à 28,3 M en 2023 (+31% par rapport à 2022).

Par rapport à 2022 :

- Prestations extérieures : + 2,6M : Prépa budget+DOB 780 000 et Mission experts 1,8M (FV)
- Location immo : +1M (dont 870 000 depuis sept (FV)
- Missions agents : +800 000 (dont 500 000 CVD)
- Autres prestations extérieures : + 2,8 M (séminaire 1,2M + 580 000 SCV)

I.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement



1.2 LES AUTRES CHARGES COURANTES

Les autres charges de gestion regroupent entre autres la rémunération et les frais de mission des élus, les cotisations aux syndicats et le financement aux associations.

Ce poste de charge connaît une baisse de 21% passant de 25 M en 2022 à 19,7 M en 2023 pour deux raisons :

- diminution de l'enveloppe allouée aux subventions aux associations passe de 11 M en 2022 à 7,5 M en 2023. Ont bénéficié des subventions 2023 les associations : COMOTHE NUKU HIVA (6 M) et ADIE (1,5 M)
- diminution des frais de mission des élus de 1,4M

NB:

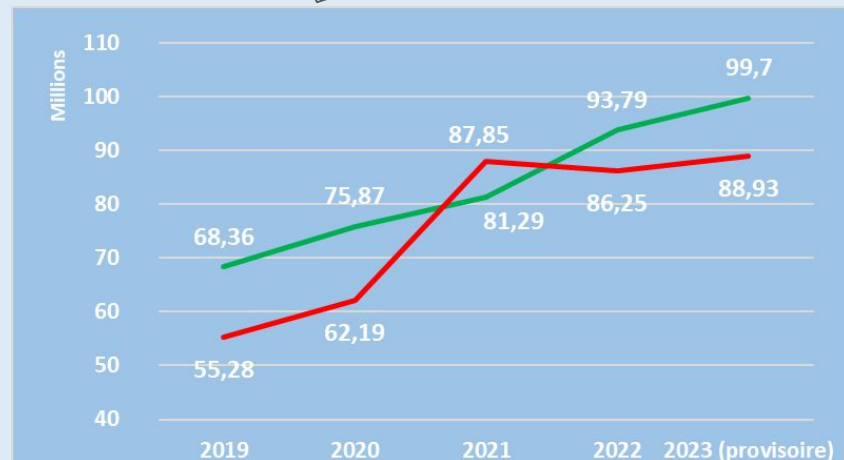
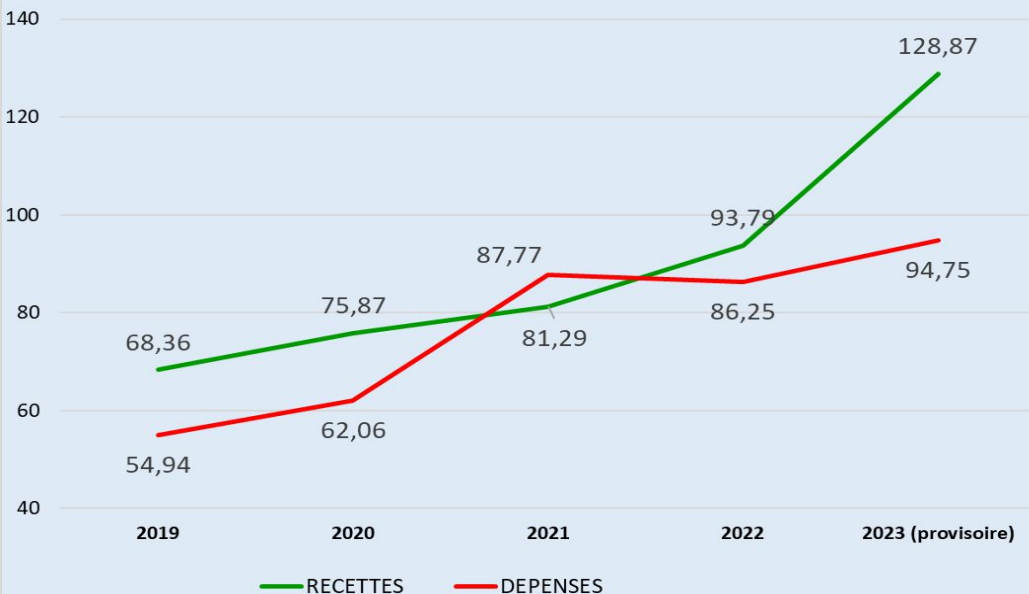
- les cotisations (DIF et IRCANTEC) des élus n'ont pas été reversées aux organismes sociaux, pour la période 2022 et 2023.
- Suite au décret n°2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements public d'hospitalisation, les indemnités du président et des vice-présidents n'ont pas été revalorisées depuis juillet 2023.

Ces situations seront régularisées en 2024.

I.3. La CODIM se préserve de “l’effet ciseaux”

Malgré une augmentation de ses dépenses de fonctionnement de près de 8,7 M entre 2022 et 2023, la progression de ses recettes de fonctionnement permet encore à la CODIM de se préserver de l’effet ciseaux en dégagant une épargne brute pour un montant de 33,1 M (soit 26% des recettes) contre 7,5 M en 2022 (soit 8% des recettes).

En excluant les recettes provenant du fonds vert et de la fondation PEW, ainsi que les dépenses liées à ces fonds, la CODIM dégage une épargne brute de 10,8 M (11%).

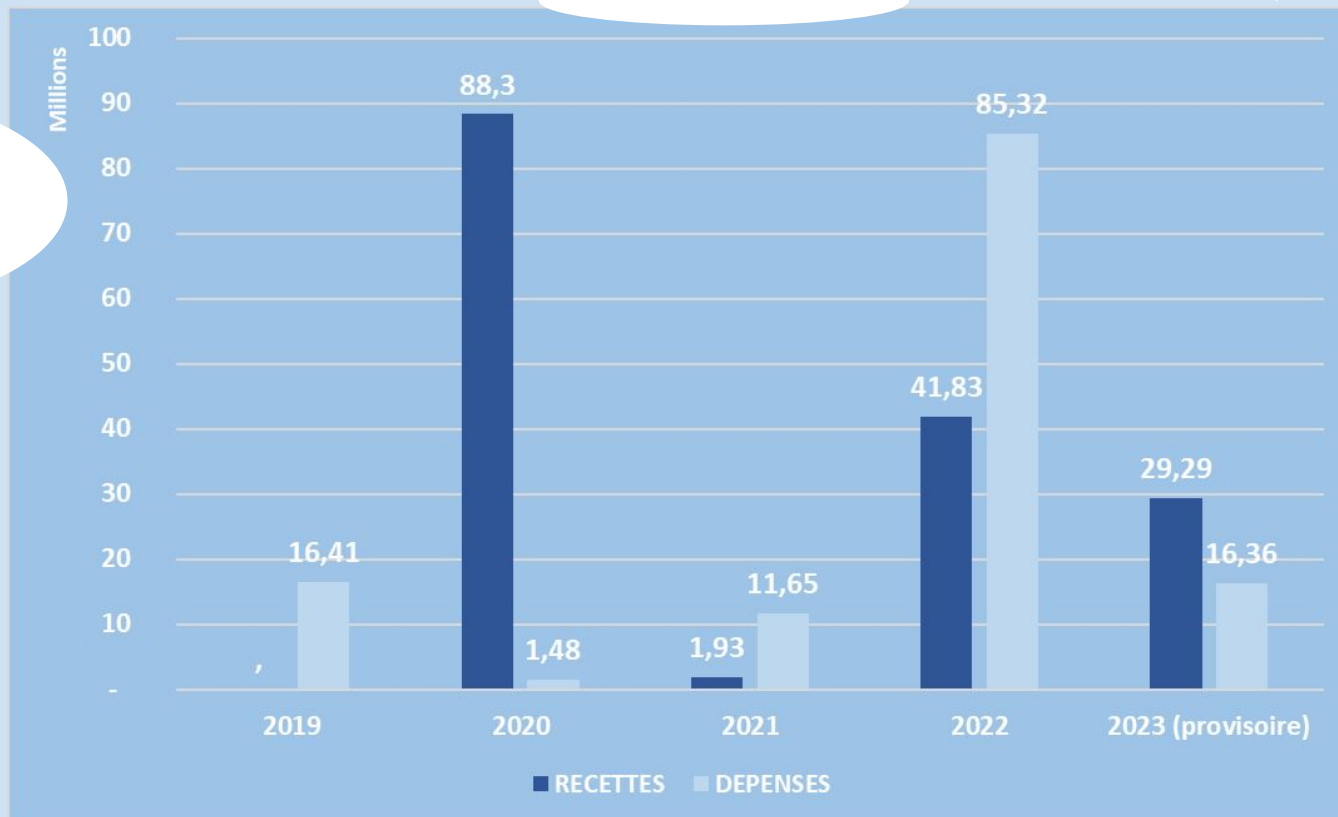


I.4. L'investissement en 2023

La section d'investissement présente un solde d'exécution de 24,2 M (dont 11,2 M d'excédent antérieur reporté)

8,6 M
en dépenses d'équipement contre
22 M en 2022

16,M
de subventions
d'investissement
contre 5,8 M en
2022



I.4. L'investissement en 2023

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Equipements 2023

- Etude AMO DSP : 6,9 M / en cours
- Equipements CEP : 1 M
- Autres : 750 000

Subventions 2023

- 2,8 M (avance AFD) : Étude AMO DSP / en cours
- 3 M (avance AFD) : Étude AMO QEB SIÈGE / en cours
- 3,3 M (solde DETR 2020) : Etude pour la gestion du service de transport maritime / terminé
- 7,1 M (FIP et DETR) : financement de 2 véhicules de services / terminé

I.5. Les restes à réaliser

	En dépenses : 15,6 M	En recettes : 11,2 M
Siège :	11,7 M	6 M
AMO DSP :	3,5 M	5,2 M
Autres :	384 000	



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET 2024



Le budget 2024 a été préparé avec sincérité et prudence basé sur les orientations et actions à venir.



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

II - ACTIONS 2024

PERSPECTIVES 2025 ET AU-DELÀ



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

1. Administration générale

Contexte

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Depuis sa création en 2010, la CODIM connaît depuis ces 3 dernières années une expansion très significative de ses services (TMII, TE AUII, Patrimoine) et de sa masse salariale (de 5 à 27 agents).

Il s'agit d'un accroissement rapide dont les activités se peuvent être se dérouler sur les 6 îles de l'archipel et à Tahiti.

L'administration générale est le support administratif et comptable de ces services.

Le recrutement de 2 agents (cat.C) et l'ouverture d'un poste de DAF (A) ne suffisent pas à couvrir les besoins croissants de la CODIM. Les espaces actuels de la CODIM répondent plus au besoin des services et d'accueil des agents.

1.2 Grandes orientations



- Edifier un “Hae/Fae” Communautaire
- Organiser le fonctionnement interne pour répondre aux besoins des services
- Rendre le fonctionnement plus performant

1.3 Réunions CODIM

RF
HAUT COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte :

En 2023, le conseil communautaire s'est réuni à 7 reprises, 3 fois présentiel et 4 en visioconférence.

Le bureau exécutif s'est réuni à 6 reprises, dont 3 fois à Papeete. Les bureaux exécutifs sont convoqués à l'occasion de rencontres exceptionnelles : Ministre d'État, Haut Commissaire de la République, Président du Pays ou réunions d'intérêt communautaire (ex : UNESCO, CODAM, etc).

Dans les mesure du possible les réunions sont mutualisées avec d'autres évènements afin d'optimiser les agendas des élus. Depuis 2022, les conseils communautaires en visioconférence sont privilégiées.

Action(s) :

- Organiser les réunions du conseil communautaire (îles Marquises)
- Organiser les réunions du bureau exécutif aux Marquises et à Tahiti

Objectifs :

- Assurer le débat démocratique et la prise de décision régulière des élus communautaires
- Assurer la représentation de l'archipel aux réunions et évènements majeurs d'intérêt communautaire

Indicateurs :

- NB de réunions en présentiel et en visio (selon le besoin)

Echéances :

- Janvier à décembre 2024

Budget (F/I) : 6 MF relatifs aux frais de mission des élus comprenant également les déplacements en France et à l'étranger (hors frais de mission des agents et frais d'organisation).

1.4 Aménagement Siège



Contexte :

Le siège à Hiva Oa accueille 6 agents permanents et ne répond plus aux besoins croissants de la CODIM (“conflits d’utilisation” d’un espace dédié à la régie, l’armement et aux réunions, pas de bureau du Président ou d’élus). De plus, le recrutement d’un agent supplémentaire basé à Hiva est prévu pour le mois de février 2024.

Action(s) :

- Etablir le contrat de bail avec la commune du Fae Putu Putu et attenants
- Réaliser les aménagements pour accueillir les agents, le public et sécuriser le site.

Objectifs :

- Créer de meilleures conditions de travail et plus adaptées au besoin opérationnel des services
- Libérer un espace dans le bâtiment actuel dédié aux réunions internes CODIM
- Mettre aux normes

Indicateurs :

- Date : Intégrer le avant le 1er mai 2024

Echéances :

- Janvier à avril 2024

Budget (F/I) : 3 MF

1.5 Siège CODIM

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte :

La CODIM a pour projet la construction de son siège à Hiva Oa sur une parcelle à Tahauku qui lui a été cédée par la commune de Hiva Oa. En outre, elle bénéficie d'une subvention AMO Qualité Environnementale du Bâtiment. Une nouvelle étude de programmation doit être menée pour redéfinir le besoin de la CODIM qui a fortement évolué depuis 2019.

Action(s) :

- Réaliser les études de programmation, préalable et de maîtrise d'oeuvre
- Lancer la consultation de maîtrise d'oeuvre

Objectifs :

- Lancement de la consultation de maîtrise d'oeuvre avant la fin de l'année 2024

Indicateurs :

- Date : Fin de l'étude de programmation au 1er trimestre 2024

Echéances :

- Etudes 2024 - 2025
- Travaux 2026 - 2027

Budget (F/I) : 2 MF d'études de programmation

1.6 Acquisition d'un logiciel de comptabilité et RH

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte :

Le logiciel de comptabilité utilisé actuellement par la CODIM ne satisfait aux besoins de réels de l'activité de la CODIM, du travail à distance et de l'application des nouveaux plans comptable (M4 et M57)

Action(s) :

- Acquisition d'un nouveau logiciel de comptabilité et RH

Objectifs :

- Améliorer l'efficacité du travail de la comptabilité
- Être capable de visualiser en temps réel l'état des budgets par service
- Permettre une utilisation à distance pour répondre au besoin de mobilité des agents

Indicateurs :

- Date : Acquisition du logiciel avant le vote des budgets 2024

Echéances :

- Utilisation du logiciel de comptabilité en avril 2024
- Utilisation de la gestion de la paye pour le mois de juin 2024

Budget (F/I) : 3,1 MF pour l'acquisition du logiciel et 4,6 MF/an d'assistance et de maintenance

1.7 Autres actions 2024

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Organisation interne

- Fixer l'organisation de la CODIM par délibération ou arrêté
- Mettre à jour les fiches de poste des agents
- Reconduction annuelle des réunions avec le PR
- Notes de services sur l'organisation interne de la CODIM (*Frais de mission des agents; Organisation des horaires de travail, incluant activités physiques et sportives; Règles de vie des espaces communs; Congés 10 jours consécutifs*)
- Procédures internes (fiches et archivage numérique + nommage)
- Règlement intérieur
- Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUREP)

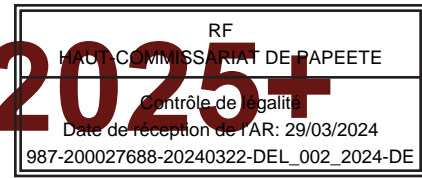
Optimisation du fonctionnement

- Migration vers un nouveau logiciel de comptabilité
- Automatiser tâches répétitives (réquisition, OD, services civiques, etc...)
- Délégation de signature du DGS (CA, congés <= 3 jours, déclaration préalable à l'embauche + Congés pour le DAF)

Conformité

- Suivi des avis de la CTC

1.8 Perspectives 2025+



Priorité interne : Recruter un agent en charge des ressources humaines (B), pour gérer les congés, les contrats, la formation et l'évolution de carrière des agents.

Recruter un acheteur public au sein de la CODIM (A) pour mutualiser les achats et faire des économies d'échelle (*séminaire 2023*).



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

2. Transport maritime - TMII

Contexte

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Le transport maritime interinsulaire est défini comme un axe fort du plan de développement économique et durable (PDEM 2012). C'est à partir de ce plan que le Pays a investi dans la navette TE ATA O HIVA et a fait opérer par la flottille administrative les rotations entre les îles du sud (2016).

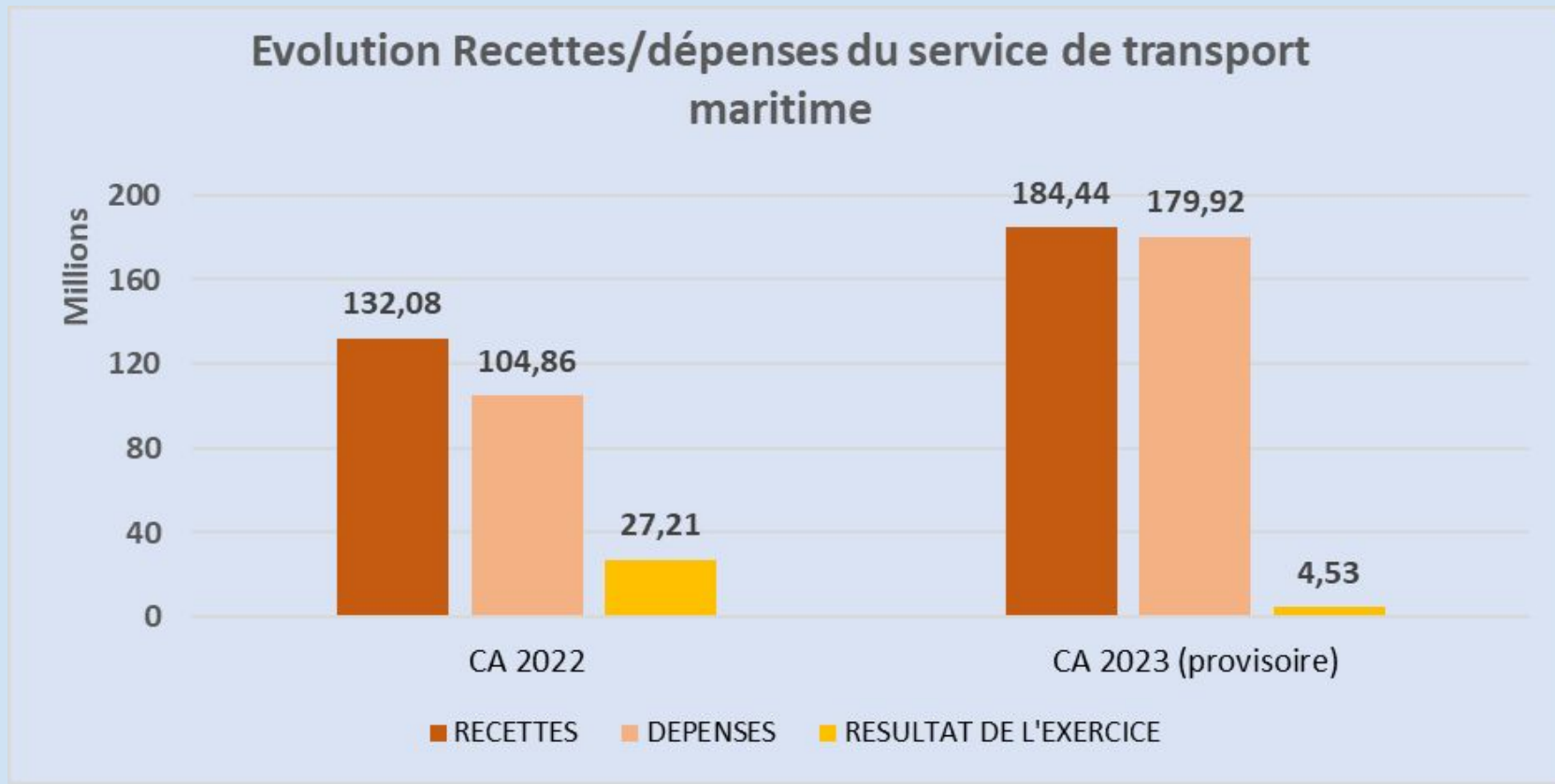
En 2021, la CODIM a modifié son statut pour ajouter à ses compétences le transport maritime interinsulaire.

L'année suivante, le TAOH a été cédé à la CODIM et la gestion du KAOHA TINI lui a été transféré. Ainsi la CODIM a mis en œuvre son 1er service opérationnel avec le recrutement progressif de 13 agents entre 2022 et 2023.

Le TMII est un service dédié à la population et au transport scolaire qui s'adapte aux besoins des regroupements événementiels (sportifs, culturels, culturels et familiaux). À titre d'information, le TMII a enregistré 5000 passages au premier semestre 2023.

Le domaine maritime est un secteur très spécifique (droit maritime, droit du travail des marins, technicité de l'activité, environnement partenarial) et exigeant. Les coûts de maintenance et de réparation peuvent impacter lourdement le budget du TMII.

II. La situation du service de transport maritime

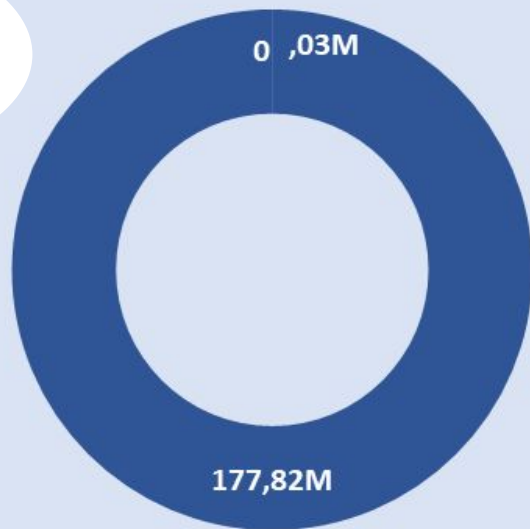


II.1 Evolution des recettes réelles de fonctionnement du service de transport maritime

100%

des RRF sont issues
des produits et
ventes diverses du
service

CA 2023 (provisoire)



■ 013 Atténuation des charges ■ Produits des services (70)
■ 77 Produits exceptionnels





CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

II.1 Evolution des recettes réelles de fonctionnement du service de transport maritime



1.1 Produits des services du domaine et ventes diverses

Le service de transport maritime a ouvert en janvier 2022 par le recrutement d'une partie de l'équipage. L'exploitation du service a commencé en avril 2022 par le ramassage scolaire.

- **Produits des services (ventes aux tickets)** : 38,3 M en 2023 contre 24,9 M en 2022 (démarrage de l'activité en avril 2022)
- **Locations diverses** : 139,52 M en 2023 contre 107 M en 2022
 - DGEE : 125,5 M
 - SOP MANU : 8,3 M
 - Commune NKH : 752 000
 - COMOTHE NKH : 4,5 M
 - AS : 452 000



CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

II.2 Evolution des dépenses réelles de fonctionnement du service

HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEËTE

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 29/03/2024

987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

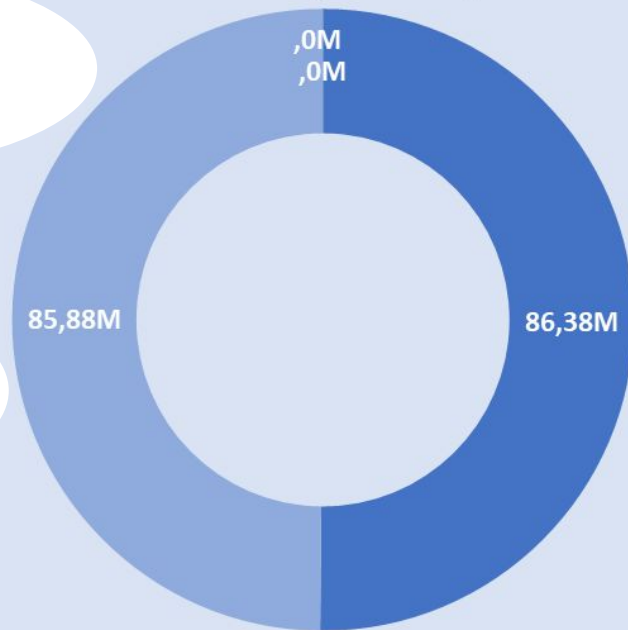
50%

des DRF sont absorbés
par les charges de
gestion courante

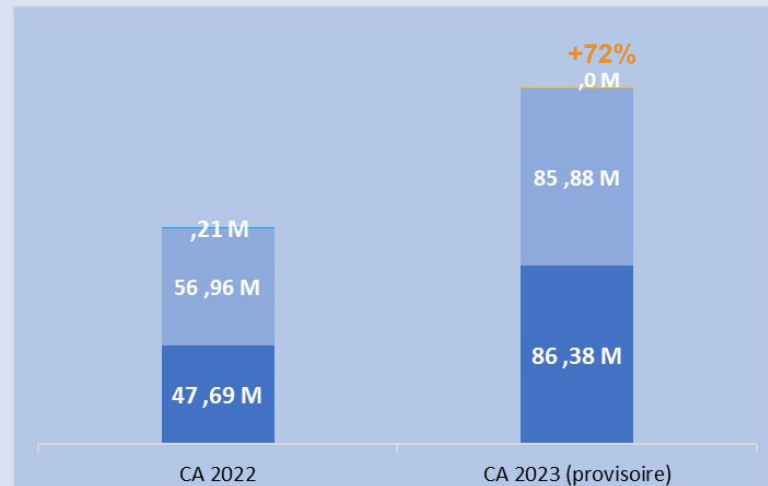
50%

des DRF sont
absorbés par les
charges de
personnel

CA 2023 (provisoire)

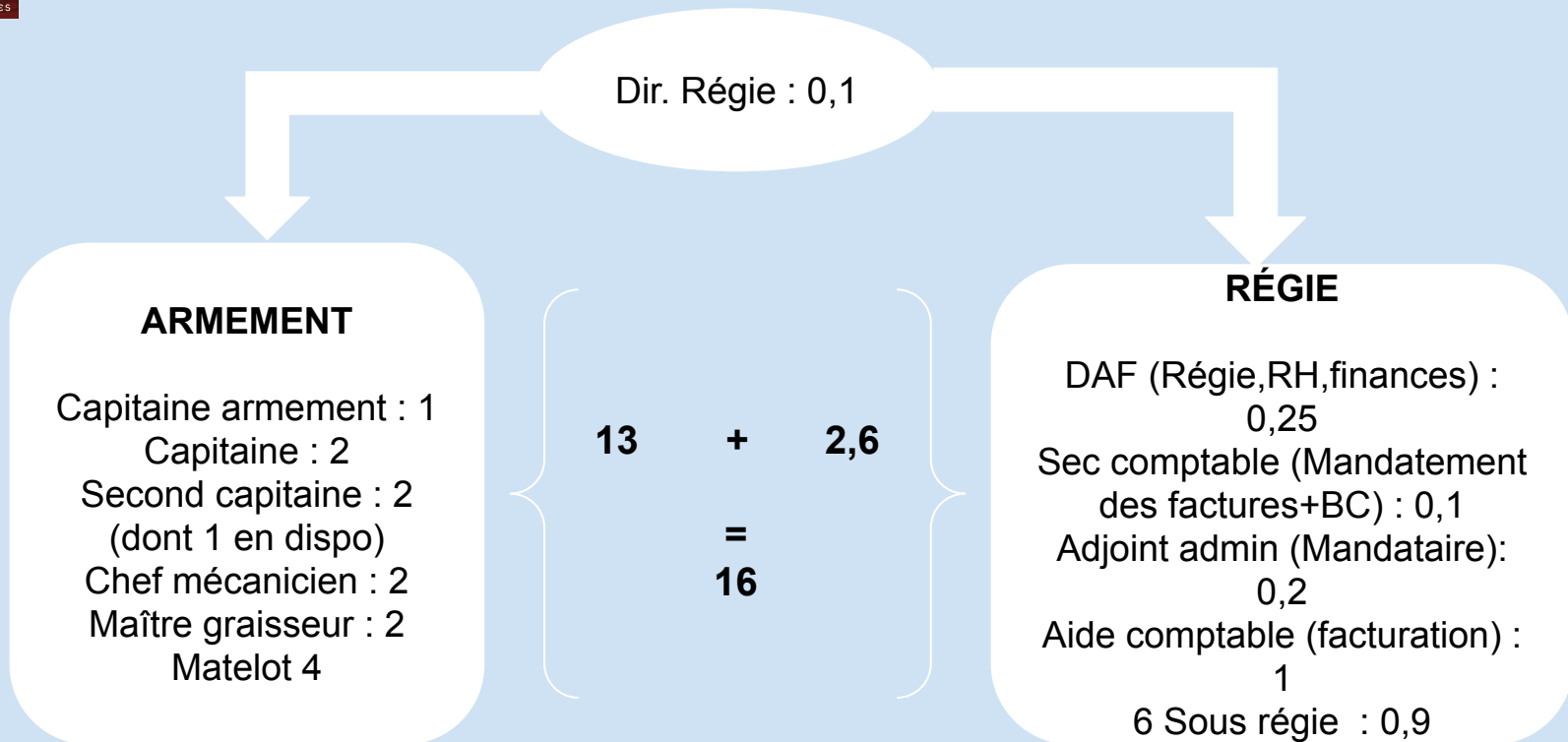


- 011 Charges à caractère général
- 012 Charges de personnel et frais assimilés
- 65 Autres charges de gestion courante
- 67-68 Autres dépenses réelles



II.2 Evolution des dépenses réelles de **fonctionnement** du service

2.1 CHARGES DE PERSONNEL



II.2 Evolution des dépenses réelles de **fonctionnement** du service



2.1 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges d'équipages ont augmenté de 63% par rapport à 2022 (45,4M pour 10 membres d'équipages).

NB: cotisations ENIM du dernier trimestre (4M) n'ont pas été rattachées. Cette dépense sera supportée sur 2024.

Les charges de personnel mis à disposition du service : 11,9 M en 2023 (contre 11,5 M en 2022).

II.2 Evolution des dépenses réelles de fonctionnement du service



2.2 CHARGES A CARACTERE GÉNÉRALES

Les plus grosses dépenses de charges courantes :

1. **Le carburant** : 49 M en 2023 (contre 35,5 M en 2022) : représente 57% des dépenses de charge courante.
2. **Consommable et carénage** : 23 M



Bien qu'en 2023, le **SPIC ait déposé une** épargne brute de 5,6 M, sa situation reste fragile puisque le taux d'épargne brute est très faible 3%.



II.3 Une attention doit être portée à la situation du service.

<p>HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE</p> <p>Contrôle de légalité</p> <p>Date de réception de l'AR: 29/03/2024</p> <p>987 200027688 20240322 DEL_002_2024 DE</p>
--

SEUIL D'ALERTE	CA 2022	CA 2023
Coefficient d'autofinancement courant (charges CAF + Capital remb.) / RRF (< 100%)	102%	97%
Ratio de rigidité (personnel (64)+ conting.t (655) + ch.fi (66,686))/ RRF (< 65%)	43%	48%
Charge de personnel/Charges de fonctionnement (< 50%)	54%	50%

Quelques pistes d'amélioration pour 2024 :

1. Un travail de recherche du personnel administratif afin de clarifier les droits et devoirs des marins en matière d'heures de travail, de congés, etc.
2. Révision des rotations en ajustant les plannings de manière à éviter les rotations "excessives" réduisant ainsi les coûts liés aux jours de repos et donc aux arrêts du service.
3. Révision des tarifs
4. Lancer un marché pour le consommable

II.3 Une attention doit être portée à la situation du service.

HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEËTE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Nb Arrêt des rotations pour mise en repos de l'équipage :
il y a eu 20 arrêts pour récupération en 2023 pour le TAOH.
il y a eu 23 arrêts pour récupération en 2023 pour le KT.
En dehors des arrêts techniques pour pannes.

Les récupérations sont mis en place pour : les dimanches scolaire, les heures supplémentaires hebdomadaires à rattraper, le minimum obligatoire d'une journée de repos par semaine, l'équilibre des 46 heures par semaine, en fonction des affrètements demandés et validés.

Pour éviter les modifications et annulations, la validation des demandes et des voyages doivent se faire 2 mois avant et rester fixes une fois éditée.

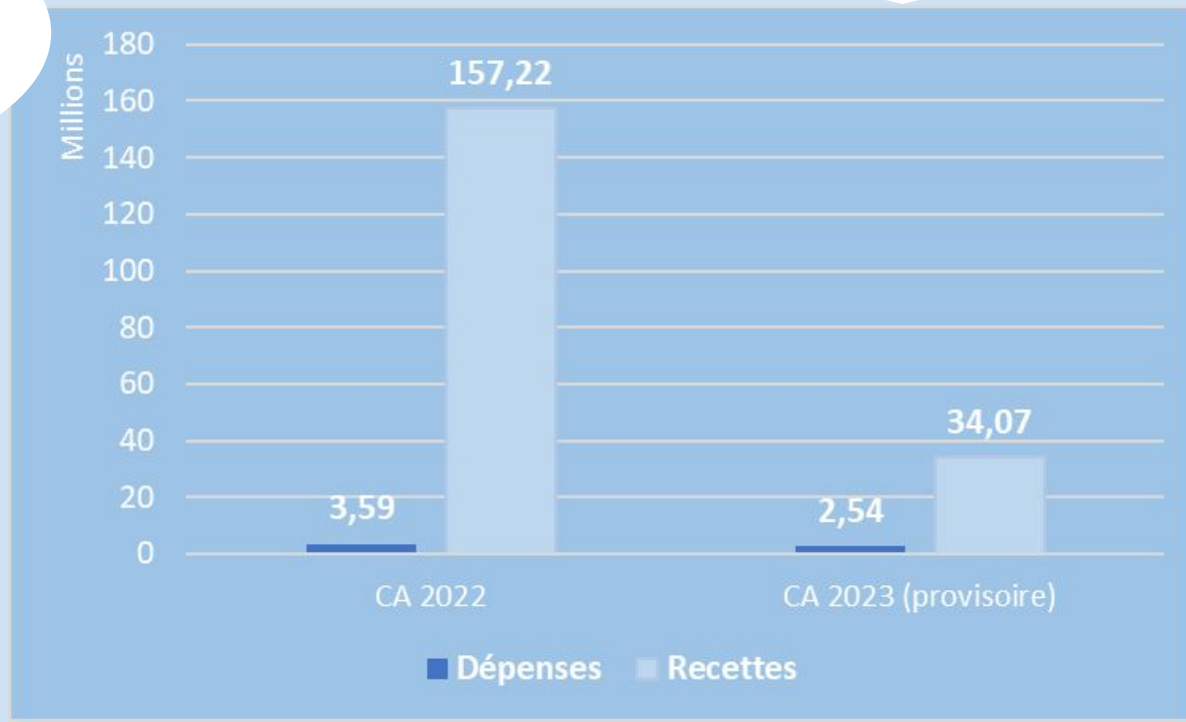
Forcer les affrètements pendant les rotations régulières.

II.4 Les investissements du service

La section d'investissement présente
un résultat de - 1,5 M

2,5 M
de dépenses d'
équipement en 2023
contre 3,6 M en 2022
(9,1 M en 2023 avec
op. d'ordre)

34,07 M
de recettes dont
26,4 M d'excédent
antérieur reporté et
7,7 M op. d'ordre)



2.2 Grandes orientations



Améliorer l'offre de transport

Consolider l'organisation du service

Etudier les pistes de développement du secteur
Maritime

2.3 Stock stratégique

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte :

Les pièces moteurs des navettes, en particulier celles du Kaoha Tini, ne sont aisément disponibles en Polynésie française. En 2023, le KT a subi une panne qui l'a immobilisé et occasionné une rupture du service de près de 2 mois.

Action(s) :

Acquérir 2 moteurs neufs (1 par bateau)

Objectifs :

Disposer de pièces localement afin d'intervenir sans délai

Indicateurs :

Date : lancement du marché au 1er trimestre 2024

Echéances :

Janvier à Mars 2025

Budget (F/I) : 30 MF

2.4 Permis en 2nd Cat. Rest.



Contexte :

Les navires KT et TAOH disposent d'un permis de navigation en 3ème catégorie ce qui les autorise à transporter des passagers entre les îles du nord ou du sud entre elles.

Pour assurer le transport à passagers entre le nord et le sud, il est nécessaire d'obtenir le permis de navigation en 2nd catégorie restreinte. Ce dernier exige un renforcement des procédures de suivi des navires et équipages, avec notamment le recrutement d'une personne désignée à terre.

Le besoin du transport entre le nord et le sud est avéré pour des événements ponctuels et pourrait répondre à une demande régulière, à terme. Exemple : 3 demandes de dérogations ont été transmises au près du SAM pour le MATAVA'A. Tout au long de l'année, les demandes de transport Nord/Sud pour des événements spécifiques sont déposés à l'Armement de la CODIM.

Action(s) :

- Recrutement d'une personne désignée à terre (DPA)
- Acquérir un logiciel de gestion informatique (sous réserve des crédits disponibles et de la pertinence)
- [SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE](#)

Objectifs :

- Favoriser la mobilité entre le nord et le sud
- compléter l'offre du marché du transport scolaire aux marquises.
- Consolider la structuration du service

Indicateurs :

Date : Obtention du permis avant la fin de l'année 2024

Echéances :

2024

Budget (F/I) :

- Prestations d'un DPA 3,6MF par an + 1,2 MF pour les audits (initial et externe)
- Acquisition d'un logiciel GMAO : 2,4MF

2.5 Autres actions

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Amélioration de l'offre du service

- Demander l'agrément du Pays pour la prise en charge du fret des agriculteurs
- Développer des conventions avec les services administratifs Pays et privés.
- Établir un modèle de contrat de remorquage (panne de bateau tiers)

Consolider l'organisation du service

- Poser l'organigramme et réactualiser les fiches de postes (si nécessaire)
- Adopter l'accord mutuel des marins (subalternes-armateur) et le présenter au conseil communautaire
- Éditer des notes de service (procédures et conditions d'affrètement, contrôles internes relatifs au passagers, au fret et aux agents)
- Réviser, harmoniser et valider (CC?) les procédures internes (heures de travail, discipline, etc...)
- Finaliser et valider le système de gestion de la sécurité (SGS) et son Manuel (MGS)

Autres

- Régularisation de la TVA collectée et déductible 2022
- Étudier l'opportunité d'augmenter les tarifs du TMII (rapport CTC)
- Éditer des conditions générales de vente sur le site internet CODIM après validation en cc.
- Relancer le Pays sur la nécessité d'intégrer les marins à la cotisation pour la formation professionnelle continue (CPS)

2.6 Perspectives 2025+



Assurer la compétence de délivrance des licences de transport de passagers et de fret intercommunale et inter-îles aux marquises

Etude d'opportunité sur le développement d'une activité de fret inter-île, incluant la construction d'un navire de fret (de plus de 24m + sous réserve d'avoir la 2nd Restreinte).

Etude schéma directeur du développement du secteur maritime aux îles Marquises (transport, plaisance, pêche et services à terre, etc...) => Développement stratégique.



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Prévisions 2024

EXERCICE	CA 2022	CA 2023	PREV 2024
		HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE	
RECETTES DE GESTION COURANTES	132 076 023	177 820 189	178 500 000
013 Atténuation des charges	0	0	0
70 Produits des services du domaine et ventes diverses	132 076 023	177 820 189	178 500 000
73 Impôts et taxes	0	0	0
74 Dotations et participations	0	0	0
75 Autres produits de gestion courante	0	0	0
DEPENSES DE GESTION	104 864 569	172 256 262	181 880 000
011 Charges à caractère général	47 691 645	86 378 979	77 050 000
012 Charges de personnel et frais assimilés	56 963 800	85 877 283	104 530 000
65 Autres charges de gestion courante	209 124	0	300 000
EPARNE DE GESTION	27 211 454	5 589 744	-3 380 000
66,686 Charges financières	-	0	-
673- Titres annulés (sur exercices antérieurs) et 678 autres	-	3 000	7 490 242
76 produits financiers	-	0	0
77 Produits exceptionnels (7711/7718/773/775/7788)	-	1	712 434
EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles)	27 211 454	5 586 745	-10 157 808
Opération d'ordre	0	-1 058 445	-21 581 946
Resultat de l'exercice	27 211 454	4 528 300	- 31 739 754
Affectation resultat anterieur	-	27 211 454	31 739 754
Résultat de clôture	27 211 454	31 739 754	-



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

3. ÉNERGIE - TE AUÏ

Contexte

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Dans une démarche de transition énergétique ambitieuse, la CODIM recrute un conseiller en énergie en 2019 qui l'accompagne dans l'établissement de son schéma directeur des énergies (2020).

Après des renouvellements de contrat de concession électrique individuels lancés en 2021 puis déclarés sans suite en 2022 pour motif d'intérêt général, les communes des Marquises décident de mutualiser la compétence d'électricité au sein de la CODIM en 2023 créant ainsi son service TE AUÏ puis se dotant du personnel et des biens affectés au service public des communes gérés en régie que sont Tahuata et Fatu Hiva.

Devenue compétente en matière d'électricité, la CODIM initie et concrétise son contrat de concession mutualisé à l'échelle de l'archipel avec EDP.

Le contrat de concession mutualisé court depuis le 1er janvier 2024 et impose au délégataire comme à la CODIM une échéance fixée au 1er janvier 2027 pour la réalisation des installations enR encadrées par le schéma directeur.

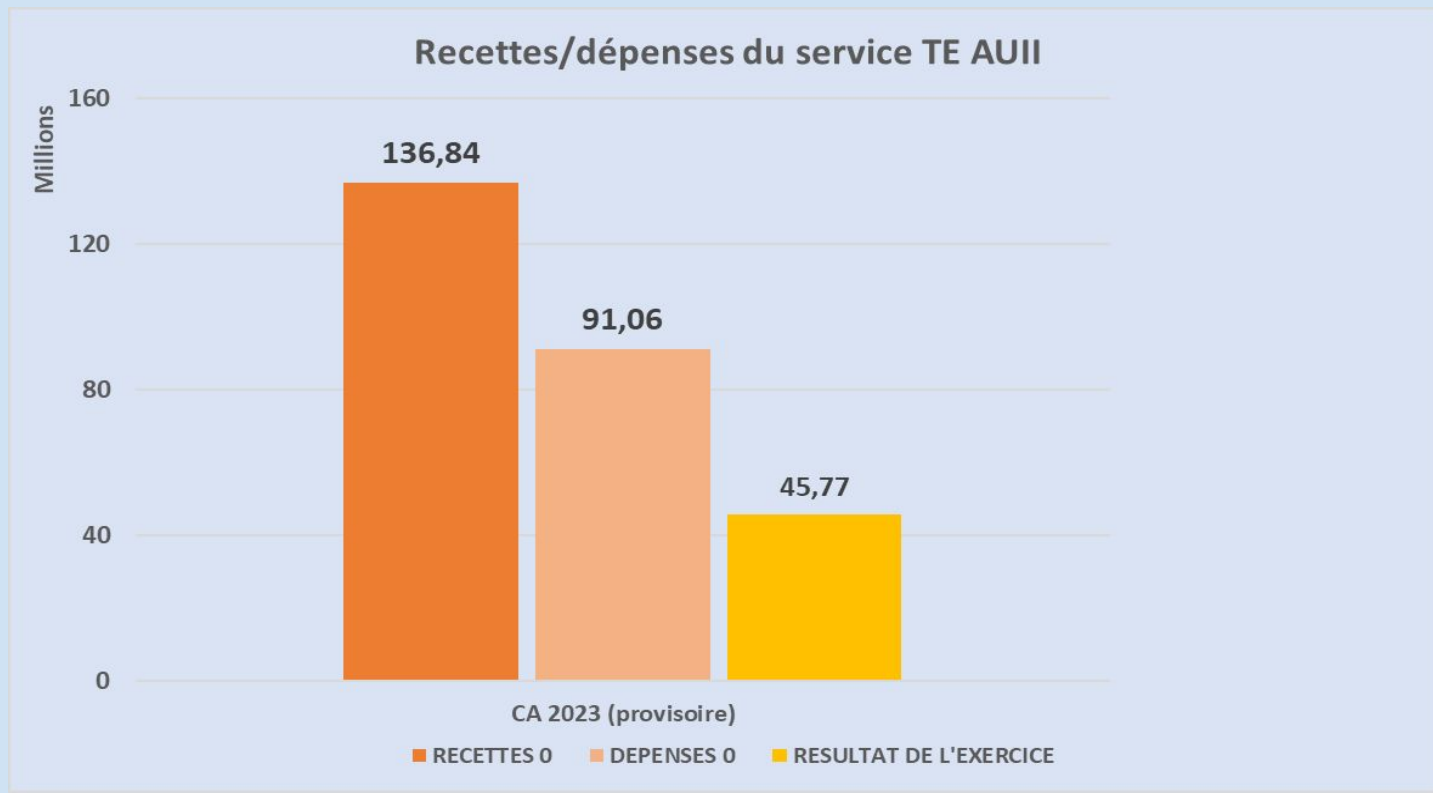
III. La situation du service TE AUII

RE
HAUT COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 29/03/2024

987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE





CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

III.1 Les recettes réelles de fonctionnement du service TE AUÏ

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

41%

des RRF proviennent des participations et des dotations de péréquation et de compensation

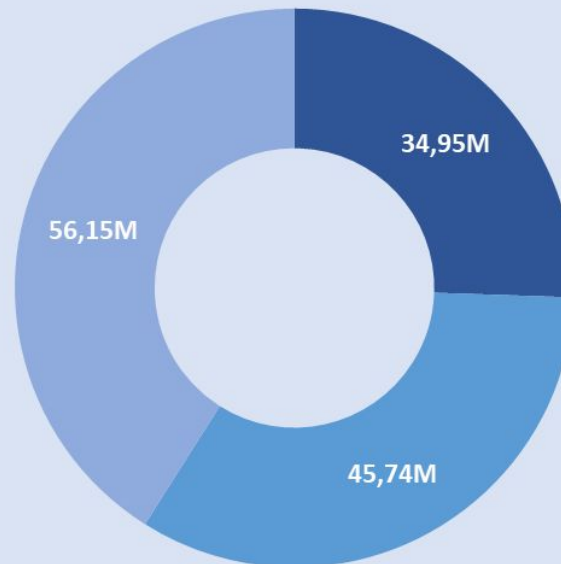
33 %

des RRF proviennent des taxes sur l'électricité

26 %

des RRF sont issues des produits et ventes diverses du service

CA 2023 (provisoire)



■ 70 Produits des services du domaine et ventes diverses

■ 73 Impôts et taxes

■ 74 Dotations et participations

III.1 Les recettes réelles de fonctionnement du service TE AUII



1.1 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

- **Participation ADEME (Prolongation d'un an du dispositif CEP) : 5,3 M**

Financement du poste de CEP de septembre 2022 à septembre 2023.

- **Dotation de péréquation et de compensation : 50,9 M**

Dispositif de solidarité mis en place par le Pays, dans le domaine de l'électricité qui consiste à limiter les inégalités d'accès aux services, la production électrique dans les îles éloignées et moins peuplées étant plus coûteuse qu'à Tahiti.

Cette mesure est financée par la taxe "la contribution de solidarité sur l'Électricité" prélevée sur la factures d'électricité des usagers.

Les montants de péréquation plafonds sont définis par arrêté CM et sont reversées aux gestionnaires de réseaux au prorata de la consommation de référence et au prorata des factures recouvrées.

III.1 Les recettes réelles de fonctionnement du service TE
AUII

1.1 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

PRÉVISIONS 2023								
Commune	Consommation référence	Montant de compensation référence	kWh facturé	kWh recouvrés	Taux recouvrement	Montant de la contribution	Contribution	Montant de la compensation
Tahuata	561 732	37 335 551	588 833	436 470	74%	6,3	2 749 761	27 674 821
Fatu Hiva	606 363	29 242 841	530 352	481 308	91%	6,3	3 032 240	23 211 860
TOTAL	1 168 095	66 578 392	1 119 185				5 782 001	50 886 682

RÉSULTAT 2023								
Commune	Consommation référence	Montant de compensation référence	kWh facturé	kWh recouvrés	Taux recouvrement	Montant de la contribution	Contribution	Montant de la compensation
Tahuata	561 732	37 335 551	587 044	532 350	91%	6,3	3 353 805	33 857 054
Fatu Hiva	606 363	29 242 841	533 462	493 483	93%	6,3	3 108 943	23 799 020
TOTAL	1 168 095	66 578 392	1 120 506				6 462 748	57 656 074

III.1 Les recettes réelles de fonctionnement du service TE AUII



1.2 Impôts et taxes

- **Taxe communautaire : 38,9 M**

Tahuata	Fatu Hiva	Hiva Oa	Nuku Hiva	Ua Pou	Ua Huka
1F	1F	3F	4F	3F	2F
586 059	743 752	10 583 362	19 216 903	6 343 302	1 444 899

- **Contributions de Solidarité sur l'Électricité : 6,8 M**

Tahuata : 3 236 985

Fatu hiva : 2 728 202

III.1 Les recettes réelles de fonctionnement du service TE AUII

1.3 Les produits et ventes diverses du service

	FATU HIVA	TAHUATA	NUKU HIVA	TOTAL
Redevances électricité	12 629 901	15 041 808		31 843 002
Travaux	7 896	7 919		15 815
Compteurs	439 065			439 064
Ventes électricité			2 356 280	2 356 280

- Remboursement du BA TMII pour l'acquisition du logiciel régie :

295 000



CODIM

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES

III.2 Les dépenses réelles de fonctionnement du service TE AUÏ

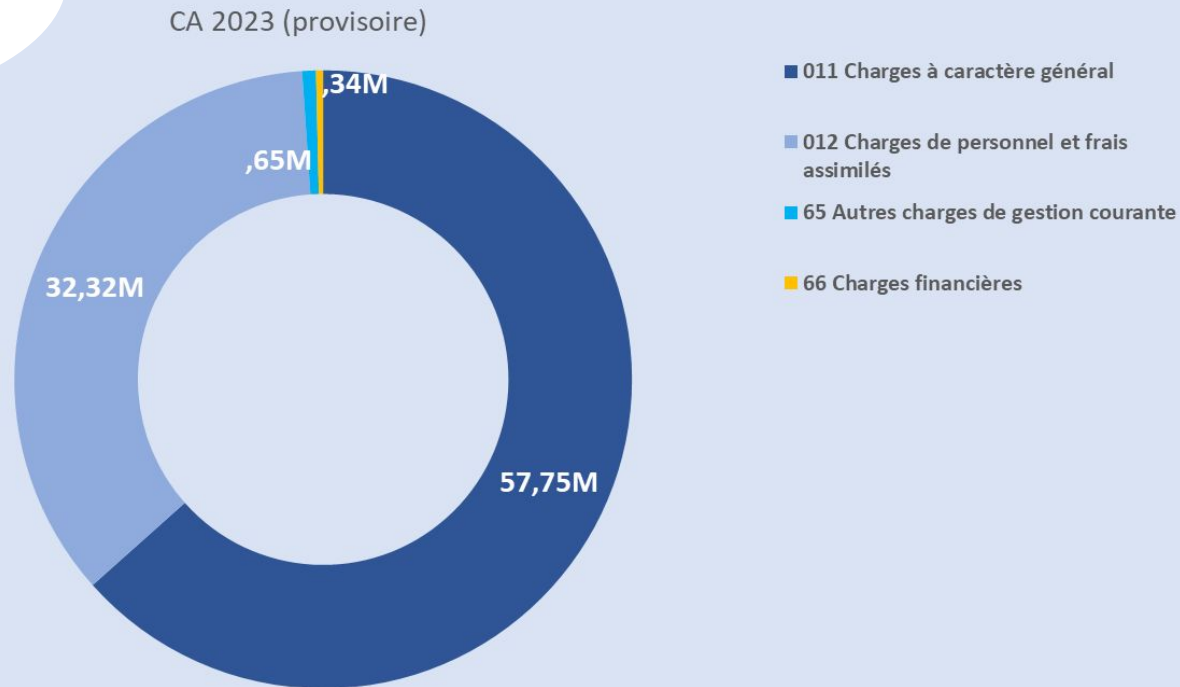
RE HAUT COMMISSARIAT DE LA PÉLÉE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

63%

des DRF sont
absorbées par les
charges de gestion
courantes

35%

des DRF sont
absorbées par les
charges de
personnel



III.2 Les dépenses réelles de fonctionnement du service TE AUII



2.1 Les charges à caractère générales

- **Le carburant : 36,2 M**

Le carburant représente le poste de dépense le plus important représentant 63% des charges de gestion courantes du service (alimente les centrales de Tahuata et Fatu Hiva).

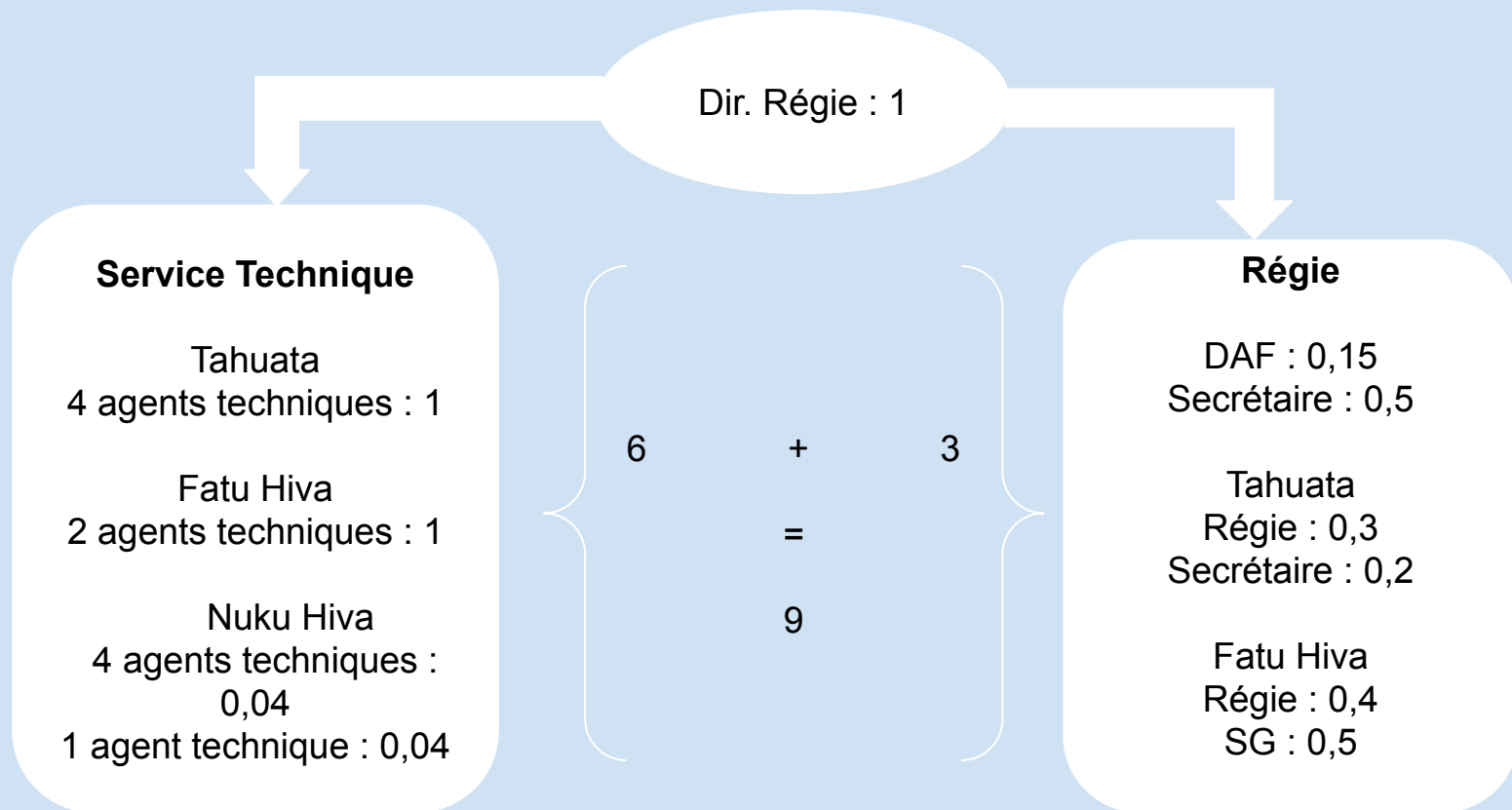
- **Le versement de la contribution CSE recouvrée : 6,5 M**

- **Pièces et réparations : 6,3 M**

- **Fret : 2,4 M**

III.2 Les dépenses réelles de fonctionnement du service TE AUÏ

2.1 Les charges de personnel



III.2 Les dépenses réelles de fonctionnement du service TE AUÏ



2.1 Les charges de personnel

Personnel CODIM : 2,2 M

Personnel affecté par les communes membres : 8 M

Fatu Hiva : 5 M

Tahuata : 2,4 M

Nuku Hiva : 635 300

Agents techniques : 22 M

11,8 M BA + 6,2 M (remboursement des frais supporté par le budget principal) + 1,3 M (remboursement FTH Janv- Fév) et 2,6M (remboursement Tahuata Janv-Mars / Janv-Août

2.3 Autres frais de gestion

Frais de mission des élus : 654 000

Remboursement des intérêts de la dette : 340 000

III.3 Les investissements du service TE AUÏ

4 M

pour le
remboursement
des emprunts

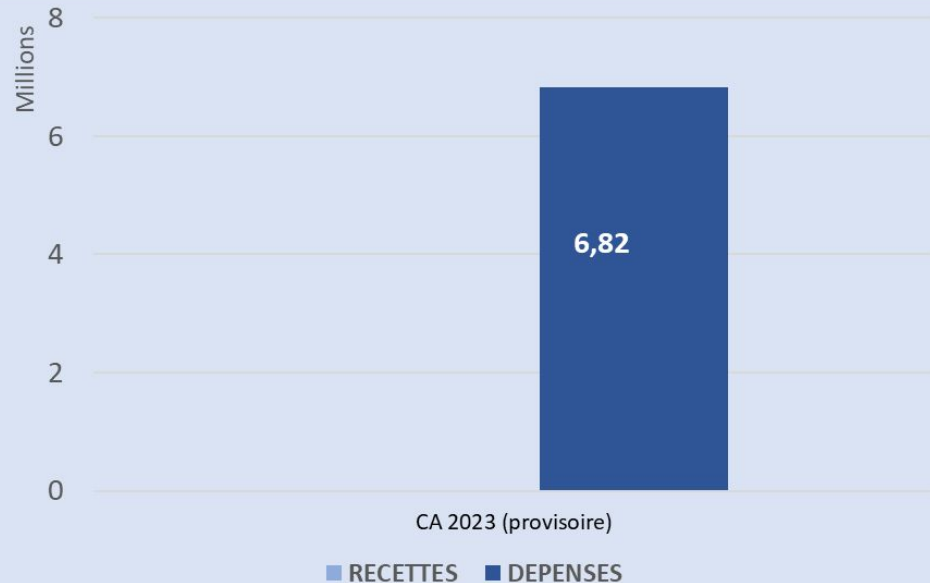
2,8 M

pour les opérations
d'équipements

N'ayant comptabilisé aucune recette
d'investissement en 2023, la section
d'investissement présente un solde d'exécution de
-6,82 M.

III.4 Les restes à réaliser

	En dépenses : 12,5 M
Extension réseaux :	11,2 M
Centrale Hybride Tahuata :	1,3 M M



3.2 Grandes orientations



Réaliser la transition énergétique

- Installations enR contractuelles
- Actions de maîtrise d'énergie communale
- Installations enR communales

Suivi du contrat de concession

Améliorer le service public de l'électricité

3.3 Etudes enR

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : Dans le cadre du contrat de concession, il est prévu que la CODIM investisse sur 7 centrales enR (6 PV + 1 Biomasse).

Action(s) : Effectuer les études avant projet de 6 centrales PV

Objectifs : Déposer des dossiers de financement FTE 2024

Indicateurs : Nombre de dossiers déposés au FTE

Echéances : Août 2024

Budget (F/I) : 95 MFCP (I)

Etudes enR PV 2024

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Consultation

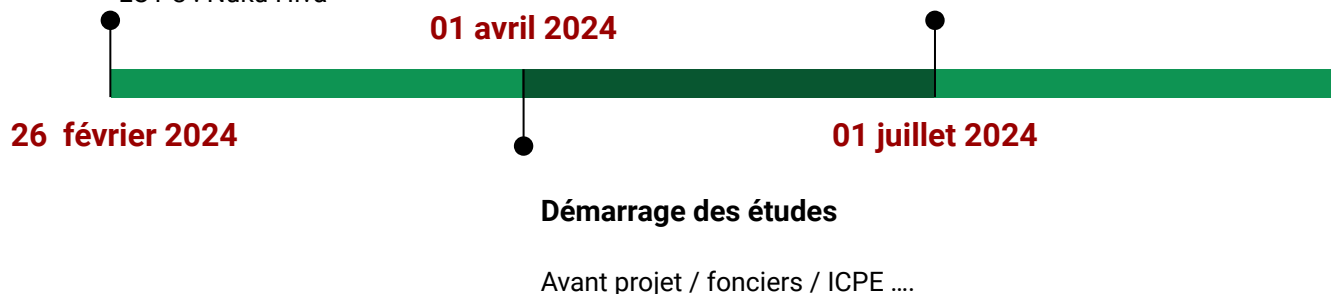
LOT 1 : Fatu Hiva / Hiva Oa

LOT 2 : Ua Huka / Ua Pou

LOT 3 : Nuku Hiva

Demande de subvention

Fonds MACRON / DDC / ADEME



- Demande de prêt AFD 2,5 Mds en cours
- Biomasse NKH Etude faisabilité : ADEME/DAG en cours

3.3 Hybride Tahuata

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : La CODIM a perçu une subvention de 154 MFCP pour la réalisation de la centrale de hybride de Tahuata

Action(s) : Études PRO, DCE, phase travaux
Marché de travaux

Objectifs : Réalisation de la centrale à 75% de production EnR

Indicateurs : Avancement des travaux

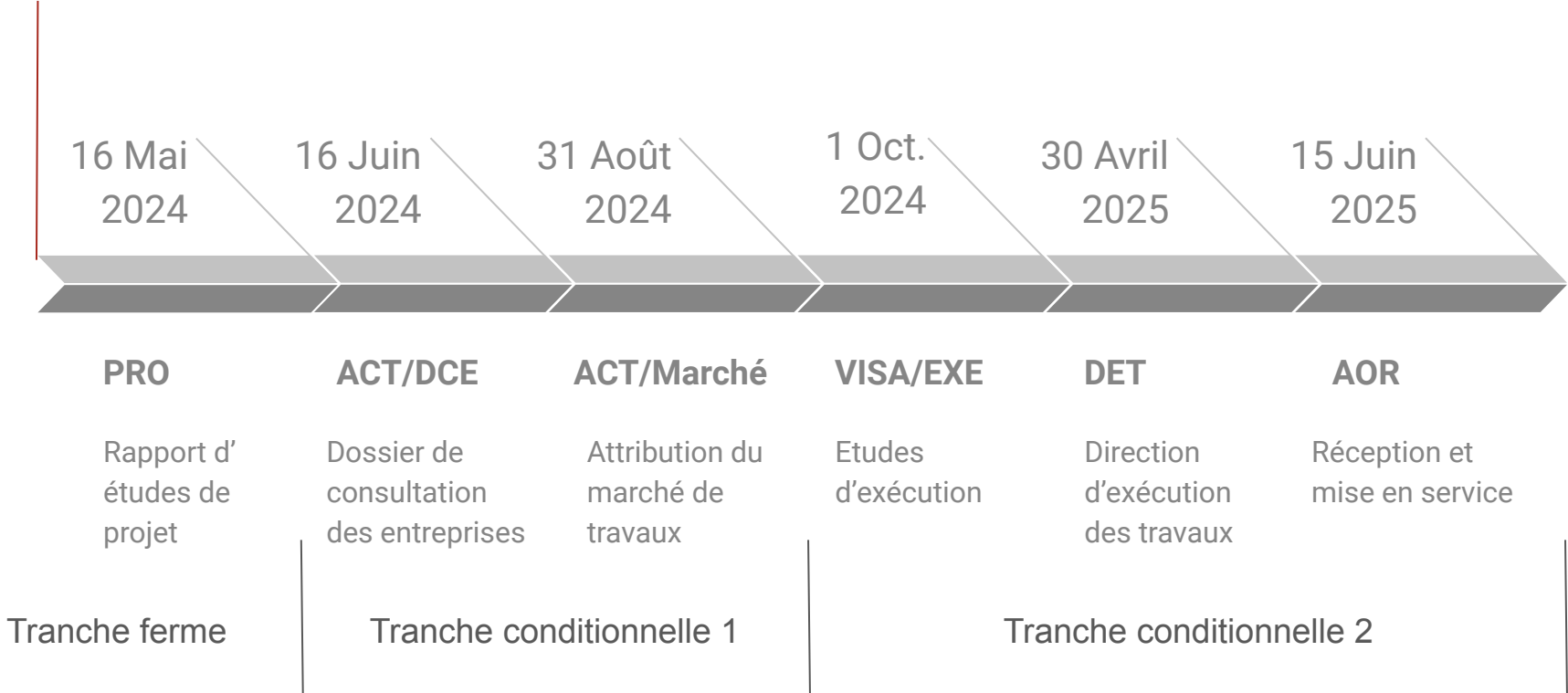
Echéances : Juin 2025

Budget (F/I) : 190 MFCP



Planning prévisionnel :

Date limite de réception des candidatures et offres le **22 mars 2024**
Début mission MOE le **1 avril 2024**



3.4 Extension réseaux

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : EDT a transmis une liste de demandes d'extension du réseau électrique resté en attente depuis 2 ans.

Action(s) : Prioriser les extensions

Objectifs : Lancement des travaux second trimestre

Indicateurs : nombres de travaux possibles 2024

Echéances : Avril 2024

Budget (F/I) : 10 MFCP (I) (+ 20 MFCP contractuel)

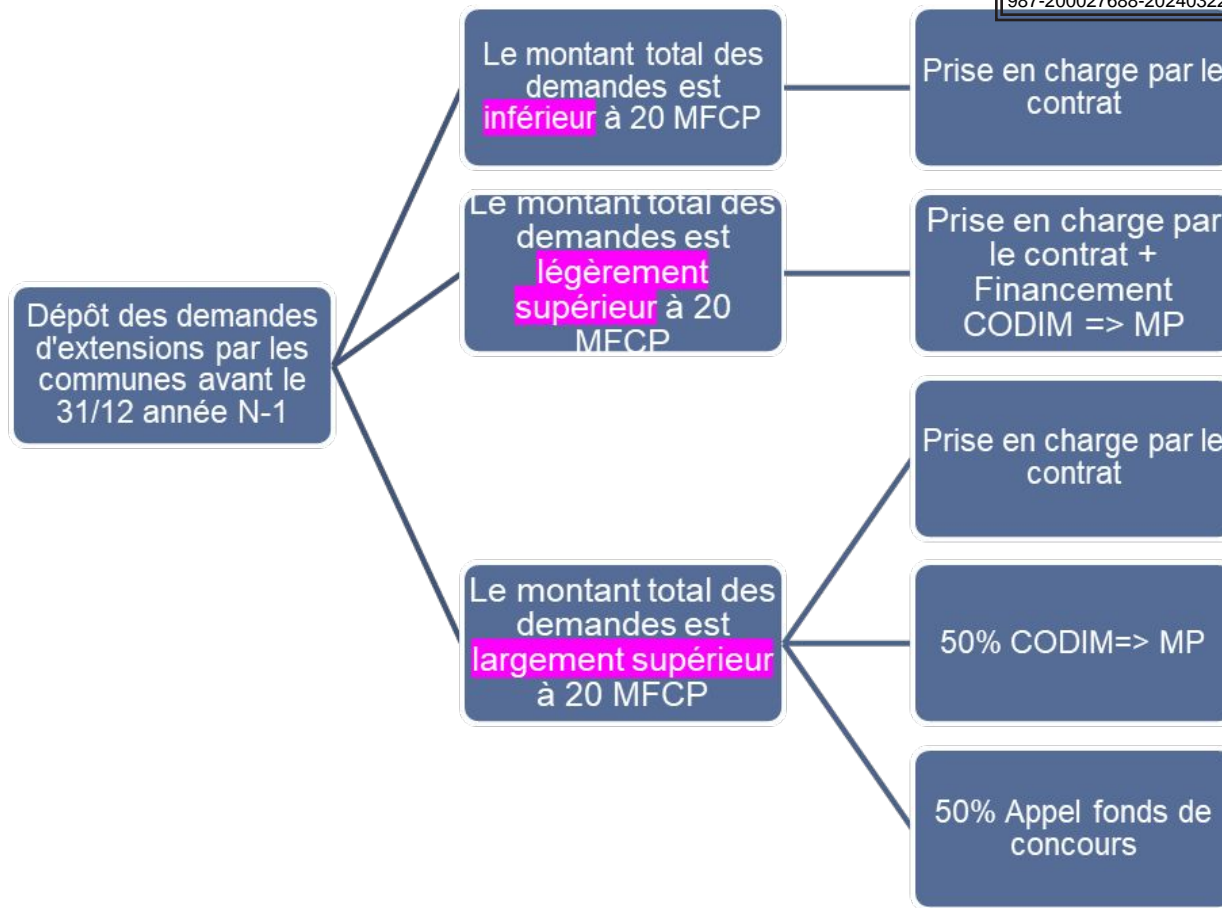


Répartition du fonds d'accès au service (FAS)

	Nuku Hiva	Ua Pou	Ua Huka	Hiva Oa	Tahuata	Fatu Hiva	TOTAL
Nb abonnés	1 148	849	277	889	216	242	3 621
FAS	6 340 790	4 689 312	1 529 964	4 910 246	1 193 041	1 336 647	20 000 000
CODIM	3 170 395	2 344 656	764 982	2 455 123	596 521	668 323	10 000 000
TOTAL	9 511 185	7 033 968	2 294 946	7 365 369	1 789 562	2 004 970	30 000 000

Exemple de fonctionnement du FAS

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



3.5 Compétence EP

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : Le conseil communautaire a émis le voeu de réaliser une étude visant à évaluer le transfert de la compétence d'EP des communes vers la CODIM

Action(s) : Ecriture du cahier des charges / recherche de financement / Consultation

Objectifs : Evaluer les ressources nécessaires au transfert et définir un plan d'actions

Indicateurs : Avancement de l'étude

Echéances : Octobre 2024

Budget (F/I) : 8 MFCP (I)

3.6 Chargé d'opérations



Contexte : La CODIM a lancé un appel à candidature sur le site du CGF pour le recrutement d'un chargé d'opérations.

Action(s) : Réception et analyse des candidatures

Objectifs : Recrutement d'un(e) chargé(e) d'opérations

Indicateurs : Candidatures

Echéances : 1er février 2024

Budget (F/I) : 8,5 MFCP (F)

3.7 Secrétaire

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : Afin de répondre aux attentes du service TE AUÏ, il convient de le renforcer administrativement

Action(s) : Réception et analyse des candidatures

Objectifs : Recrutement d'un(e) secrétaire

Indicateurs : Candidatures

Echéances : 1er février 2024

Budget (F/I) : 2,4 MFCP (F)

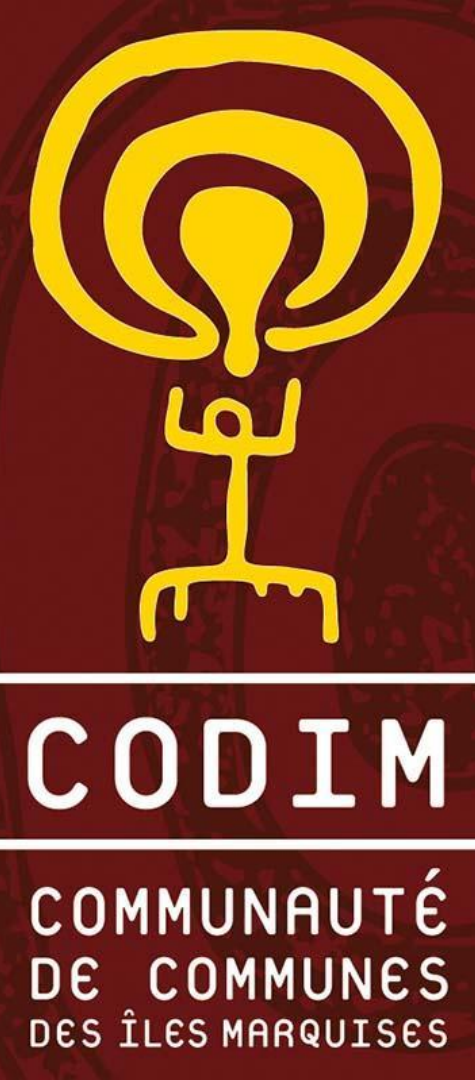
3.x Perspectives 2027+



Atteindre un objectif de 100% d'autosuffisance énergétique (électricité)

Etablir un schéma directeur d'aménagement lumière (sous réserve de la compétence EP)

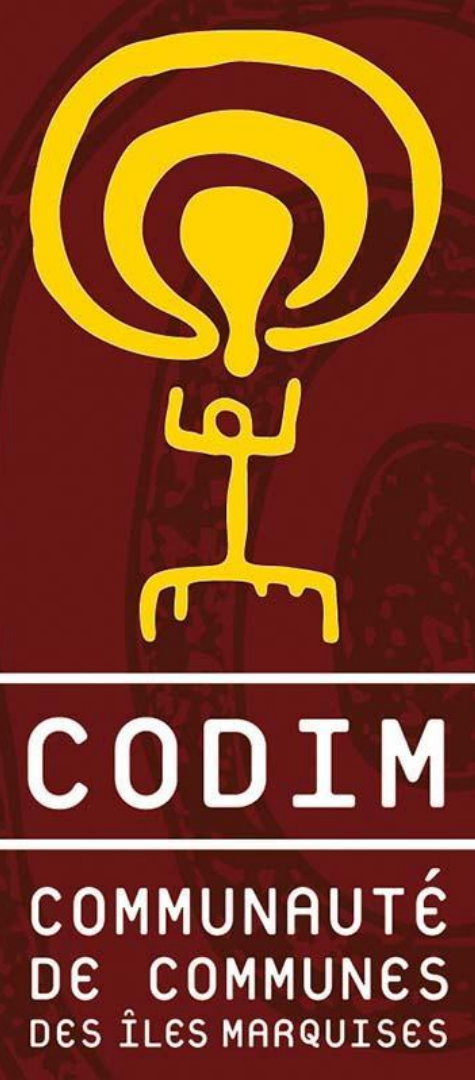
Développer les ressources renouvelables dans d'autres secteurs (mobilité, eau potable, déchets).



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Prévisions 2024

FONCTIONNEMENT	CA 2023	PREV 2024
	RF	
	HAUT COMMISSARIAT DE PAPEETE	
RECETTES DE GESTION COURANTES	136 835 142	175 000 000
	Contrôle de légalité	
	Date de réception de l'AR: 29/03/2024	
013 Atténuation des charges	987-200027038-20240322-DEL_002_2024-DE	0
70 Produits des services du domaine et ventes diverses	34 949 137	145 000 000
73 Impôts et taxes	45 738 225	30 000 000
74 Dotations et participations	56 147 780	0
75 Autres produits de gestion courante	0	0
DEPENSES DE GESTION	90 724 946	38 931 637
011 Charges à caractère général	57 748 622	12 817 460
012 Charges de personnel et frais assimilés	32 322 387	24 114 177
65 Autres charges de gestion courante	653 937	2 000 000
EPARNE DE GESTION	46 110 196	136 068 363
66,686 Charges financières	339 407	270 764
673- Titres annulés (sur exercices antérieurs) et 678 autres	0	1 000
76 produits financiers	0	-
77 Produits exceptionnels (7711/7718/773/775/7788)	0	4 300 000
EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles)	45 770 789	140 096 600
Opération d'ordre	-	- 166 541 323
Resultat de l'exercice	45 770 789	- 26 444 723
Affectation resultat anterieur	0	26 444 723
Résultat de clôture	45 770 789	-



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

4. PATRIMOINE



4.1 Contexte

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Les Îles Marquises ont entamé le processus d'inscription à l'UNESCO depuis 1996. Après la réinscription en bien mixte en 2010 sur la liste du patrimoine français, le projet d'inscription au patrimoine mondial se concrétise. Le plan de gestion est élaboré en 2022 avec différents partenaires dont le Pays, l'OFB (Office français de la Biodiversité), la CODIM et des prestataires privés. La proposition se porte sur le bien mixte Te Henua Enata - îles Marquises avec 7 composantes : les 6 îles habitées ainsi que Fatu uku et Eiao/Hatutu à l'UNESCO. Elle vise à préserver et à renforcer la protection du patrimoine naturel et culturel d'un bien mixte unique (terrestre et marin) de par ses valeurs universelles exceptionnelles.

Pour soutenir la proposition d'inscription des îles Marquises au patrimoine mondial, et pour démarrer la gestion, la CODIM et le pays, soutenus par l'OFB, ont répondu à l'appel à projet du "Fonds vert". Porté par l'État, le « Fonds vert » vise à subventionner les investissements de toutes les collectivités territoriales favorisant la performance environnementale, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie. Les premières actions du plan de gestion du bien "Te Henua Enata - Les îles Marquises", ont été donc financées par l'Etat, au titre de "l'accompagnement de la stratégie nationale de biodiversité 2030".

A ce jour, un CPIM (Coordinateur Patrimonial des Îles Marquises) a été recruté en août 2023 à l'antenne de la CODIM à Nuku Hiva pour une période de 3 ans.

4.2 Grandes orientations



Soutenir les acteurs et coordonner le réseau de partenaires impliqués dans la préservation et la promotion du patrimoine matériel et immatériel marquisien

Mettre en oeuvre d'actions concernant les biens inscrits ou en cours d'inscription au patrimoine de la Polynésie française, de la France ou de l'UNESCO

Pérenniser et développer le service du patrimoine

Te Tai Nui A Hau

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024 987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : Suite à la volonté de mettre en place la grande aire marine protégée des îles Marquises, il y a des actions réalisées à plusieurs échelles : côtier et hauturier.

Action(s) :

- Appuyer auprès du Pays la création de l'AMP au 30 miles
- Projet audiovisuel AMP des îles Marquises
- Représentation à des événements internationaux (Rapa Nui 2024, Ocean Summit France 2025)
- Accompagner la DRM sur la mise en place des ZPR

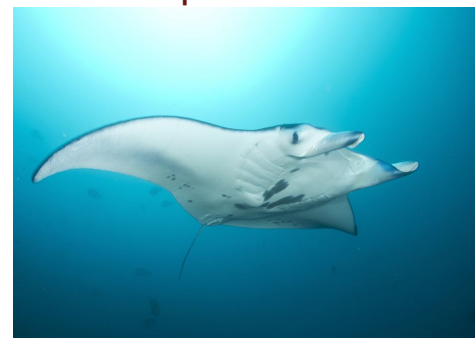
Objectifs :

- Soutenir le processus de mise en place de ZPR dans les îles Marquises et le projet d'AMP des îles Marquises
- Accompagner les projets liés à la gestion de l'environnement marin des îles Marquises

Indicateurs : AMP des 30 miles créé + Mise en place ZPR

Echéances : 2025

Budget (F/I) : Détail sur les actions



4.3 Projet audiovisuel AMP



Contexte : Pour répondre à la volonté de la CODIM de mettre en place une gestion de la pêche côtière dans les îles Marquises, cette dernière a pu obtenir des financements de la fondation/Trust PEW-BERTARELLI en juin 2023 pour l'aide à la mise en place de ZPR dans les îles Marquises. Cependant, la DRM (Direction des Ressources Marines) ayant obtenu des financements du "fonds vert" pour la mise en place de ZPR dans les îles Marquises dans le cadre du plan de gestion, les financements PEW ont dû être redirigé vers une action différente. Il avait été proposé de financer un poste à la CODIM qui permettait de soutenir la DRM dans sa démarche de ZPR. Cependant le marché déposé par la DRM a trop été retardé par rapport au délais de versement imposé par PEW qui ne pouvait attendre que le marché démarre en 2024 pour utiliser les fonds. C'est pourquoi une réorientation des fonds supplémentaires a été proposé : la remise de la subvention perçue à PEW ou l'utilisation pour un projet orienté communication qui pouvait s'exécuter rapidement.

Action(s) :

- Lancement d'une consultation pour une prestation audiovisuelle sur la gestion de la pêche dans les îles Marquises
- Promotion du projet Te Tai Nui a Hau au niveau communication (logo)

Objectifs :

- Soutenir le processus de mise en place de ZPR dans les îles Marquises et le projet d'AMP des Îles Marquises
- Accompagner les projets liés à la gestion de l'environnement marin des îles Marquises

Indicateurs : Vidéos réalisées, Logo terminé.

Echéances : 31 mars 2024

Budget (F/I) : 8,9 millions

Pew Bertarelli
OCEAN LEGACY

4.4 Marché “Fonds vert” de la CODIM



Contexte : La CODIM, dans l'appel à projet “Fonds vert” a reçu une part de subvention pour la mise en place d'actions du plan de gestion du bien proposé à l'UNESCO à hauteur de 49 millions.

- 1/ Intervention sur le terrain et renforcement des capacités des ambassadeurs (27M)
- 2/ Elaboration d'une stratégie de communication une fois le bien inscrit (9M)
- 3/ Formation des associations et des acteurs du tourisme à la gestion administrative, au montage de projet et au plan de gestion UNESCO (9M)
- 4/ Mise en place d'Appel à projet pour les associations (4M marché CODIM + financements complémentaires Pays et Etat)

Action(s) :

- Lancement du marché formalisé “Fonds vert” (allotissement)

Objectifs :

- Réalisation des premières actions du plan de gestion du bien Îles Marquises
- Mobiliser et renforcer les capacités des acteurs oeuvrant pour la promotion et la préservation du patrimoine marquisien

Indicateurs :

- Animation des ambassadeurs
- Stratégie de communication en place
- Association et acteurs du tourisme formés

Echéances :

- Début 2024 (lancement du marché)
- 30 juin 2026 (fin du marché)

Budget (F/I) : 42 millions



+
Appel à projet des associations
4.000.000xpf



4.5 Appel à projet Patrimoine CODIM

Contexte : La CODIM, dans l'appel à projet "Fonds vert" a reçu une part de subvention pour la mise en place d'actions du plan de gestion du bien proposé à l'UNESCO.

- 1/ Intervention sur le terrain et renforcement des capacités des ambassadeurs (27M)
- 2/ Elaboration d'une stratégie de communication une fois le bien inscrit (9M)
- 3/ Formation des associations et des acteurs du tourisme à la gestion administrative, au montage de projet et au plan de gestion UNESCO (9M)
- 4/ Mise en place d'Appel à projet pour les associations (4M marché CODIM + financements complémentaires Pays et Etat)

Action(s) :

- Mise en place des appels à projets des associations

Objectifs :

- Réalisation des premières actions du plan de gestion du bien Îles Marquises
- Mobiliser et renforcer les capacités des acteurs oeuvrant pour la promotion et la préservation du patrimoine marquisien
- Gérer et suivre la partie financement du service, des partenaires et des actions sur le patrimoine

Indicateurs :

- Projets financés par l'AAP réalisés

Echéances :

- Juin 2024 : lancement de l'AAP N°1
- Juin 2025 : lancement de l'AAP N°2

Budget (F/I) : 4 millions + financements complémentaires Pays/Etat

4.6 Développement ZPR

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte : La DRM (Direction des Ressources Marines) a obtenu une part des financements du “Fonds vert” pour le développement de zone de pêche réglementé dans les îles Marquises, en tant que coordinateur et dans une gestion localisé du patrimoine, la CODIM est accompagnatrice de la démarche et doit se faire en corrélation avec les autres projets de développement du patrimoine.

Action(s) :

- Suivi du marché DRM
- Aide à la mise en place de la concertation avec la population et à la gestion locale

Objectifs :

- Assurer la cohérence et de la réalisation du projet de développement des ZPR dans les 6 îles marquises
- Coordination du réseau de partenaires impliqués dans le patrimoine marquisien

Indicateurs :

- Stratégie marquisienne respectée
- Mise en place de ZPR

Echéances :

- Début 2024
- Début 2025 (fin du marché)

Budget (F/I) : ETP CPIM % + Budget DRM



4.7 Mouillages écologiques



Contexte : La DPAM (Direction Polynésienne des Affaires Maritimes) a obtenu une part des financements du “Fond vert” pour la mise en place de corps morts écologiques dans les îles Marquises, en tant que coordinateur et dans une gestion localisée du patrimoine, la CODIM est accompagnatrice de la démarche et doit se faire en corrélation avec les autres projets de développement du patrimoine.

Action(s) :

- Suivi de la démarche de mise en place des corps morts
- Mise en place de la concertation auprès des conseils communautaires et de la population des îles Marquises
- Proposer une gestion des mouillages écologiques établis (pas que logiciel)

Objectifs :

- Assurer la cohérence et de la réalisation du projet de mouillage dans les 6 îles marquises
- Coordination du réseau de partenaires impliqués dans le patrimoine marquisien

Indicateurs :

- Stratégie marquisienne respectée
- Inscription des zones de mouillages des îles Marquises dans le logiciel Escale
- Mise en place des corps morts écologiques et gestion de ceux ci

Echéances :

- 2026 (fin de la subvention)

Budget (F/I) : ETP CPIM % + Budget DPAM



4.x Autres actions 2024



Unesco : Participation au congrès de l'UNESCO à New Delhi juillet 2024

Coordination :

- Suivi des projets DIREN et DCP
- Suivi du développement des associations des îles Marquises
- Suivi des dossiers patrimoniaux des communes

Promotion des îles Marquises :

- Veille des événements locaux, nationaux et internationaux ayant un intérêt pour le patrimoine terrestre et marin Îles Marquises - environnement et culture
- Rapa Nui Summit Leader - avril 2024

Projets patrimoniaux des 6 îles :

- Bilan Matavaa 2023 - Préparation Matavaa 2025
- Suivi du projet d'inscription du MATATIKI au PCI UNESCO
- FESTPAC Hawaii juin 2024
- Préparation Congrès de l'Océan à Nice juin 2025

Financement :

- Appel à projet ABC des communes (OFB)
- Recherche pour la pérennisation du service patrimoine
- Veille des appel à projets pour les collectivités et associations (Fonds Pacifique, Initiative Kiwa)

Evènements Culturels à venir

FESTPAC Hawaii

Festival des Arts et de la Culture des îles du Pacifique

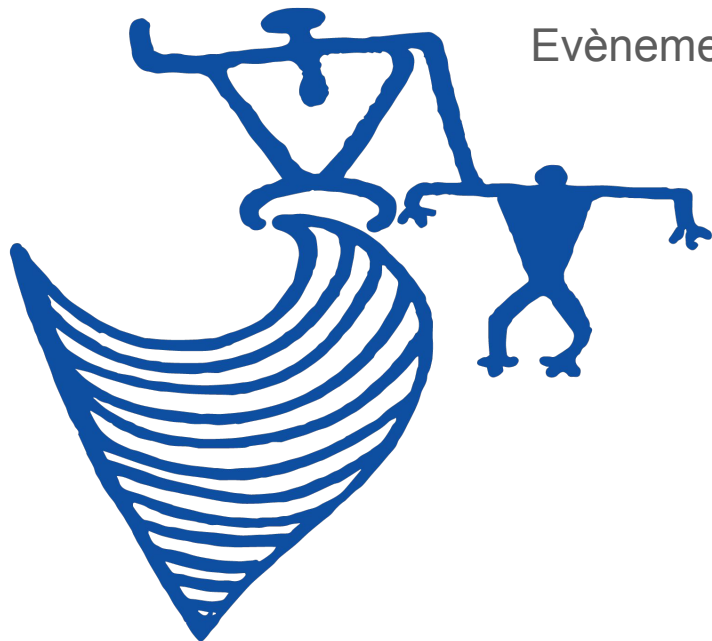
1 / Réponse du Comité Organisateur : Favorable (Cérémonie Ouverture et Fermeture, Considéré comme « Invités » de Hawaii, tout à notre charge)

2/ Sélection de l'association représentante : 1 association identifiée
Il a été proposé un déplacement de 100 personnes pour l'évènement :

- 12 personnes pour Nuku Hiva - 18
- 12 personnes pour Ua Pou - 18
- 12 personnes pour Hiva Oa - 18
- 10 personnes pour Tahuata - 12
- 10 personnes pour Fatu Iva - 12
- 10 personnes pour Ua Huka - 12
- + 10 personnes CODIM (Communauté de communes & Communes)
- + Associations culturelles interîles 10 (Académie, Patutiki...)
- + 14 en variation sur l'ensemble des éléments (+6 pour l'association porteuse)

A savoir que les personnes sélectionnées doivent être polyvalente (à la fois danseurs/musiciens/ artisans/conférencier/nouvelles technologies...).

3/ Budget estimatif



HO'OULU LĀHUI
Regenerating Oceania
13th Festival of Pacific Arts & Culture
Hawai'i 2024

N.B : La délégation marquisienne ne sera pas inscrite au programme officielle du FEST-PAC



HO'OU LU LĀHUI
Regenerating Oceania
13th Festival of Pacific Arts & Culture
Hawai'i 2024

Service Patrimoine des îles Marquises BEX1-2024

HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 29/03/2024

987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

BUDGET DE L'ASSOCIATION X BUDGET PRÉVISIONNEL Déplacement 100 PAX FESTPA 2024 1er au 17 juin 2024 - Oahu Hawaii

RECETTES / PRODUITS	PRÉVISION	DÉPENSES / CHARGES	PRÉVISION
SUBVENTIONS	18 000 000 FCFP	ACHATS	0 FCFP
SUBVENTIONS DES ILES MARQUISES	14 500 000 FCFP	MATERIELS	0 FCFP
CODIM	4 000 000 FCFP		
Commune de Fatu-Hiva	1 500 000 FCFP	PRODUITS MARKETING	0 FCFP
Commune de Hiva-Oa	2 000 000 FCFP		
Commune de Nuku-Hiva	2 000 000 FCFP	SERVICES EXTÉRIEURS	800 000 FCFP
Commune de Tahuata	1 500 000 FCFP	LOCATION	0 FCFP
Commune de Ua-Huka	1 500 000 FCFP		
Commune de Ua-Pou	2 000 000 FCFP	SOUS-TRAITANCE	0 FCFP
SUBVENTIONS ÉTAT ET INSTITUTIONS LOCALES	0 FCFP		
Gouvernement de la Polynésie Française	0 FCFP	DIVERS	800 000 FCFP
État	0 FCFP	Visites	800 000 FCFP
AUTRES	3 500 000 FCFP	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	34 700 000 FCFP
COMOTHE	2 000 000 FCFP	FRAIS GESTION DIVERS	0 FCFP
PATUTIKI / ACADEMIE	1 500 000 FCFP		
PRODUITS D'ACTIVITÉS	12 000 000 FCFP	FRAIS DEPLACEMENT	34 700 000 FCFP
PRODUITS MARKETING	0 FCFP	Transport Maritime Petites îles-Grandes îles (8.000xpf pour 50 PAX)	400 000 FCFP
		Transport Aérien Marquises-Tahiti (70.000xpf pour 100 PAX)	7 000 000 FCFP
PRESTATION, SERVICES, PARTICIPATIONS	10 000 000 FCFP	Hébergement Tahiti (2nuitée x 1000 x 100PAX)	200 000 FCFP
Fonds des participants (100.000XPF X 100PAX)	10 000 000 FCFP	Transport Tahiti (2 jours x 1000 x 100PAX)	200 000 FCFP
RESSOURCES PROPRES	1 000 000 FCFP	Transport Aérien Hawaii (150.000xpf x 100 PAX Hawaiian Airlines)	15 000 000 FCFP
Fonds propres Association	1 000 000 FCFP	Hébergement Hawaii (3.500xpf x 100 PAX x 17 jours)	5 950 000 FCFP
LEVEE DE FONDS	1 000 000 FCFP	Transport Terrestre Hawaii (1.000xpf x 100 PAX x 17 jours)	1 700 000 FCFP
Kermesses	1 000 000 FCFP	Restauration (2.500xpf x 100 PAX x 17 jours)	4 250 000 FCFP
SPONSORING ET DON	2 000 000 FCFP	PUBLICITE	0 FCFP
TOTAL RECETTES	32 000 000 FCFP	TOTAL DES DÉPENSES	35 500 000 FCFP



**RAPA NUI
PACIFIC
LEADERS
SUMMIT 2024**



RAPA NUI

Participation de 2 élus et 1 technicien – 29 mars au 9 avril

- 1/ à Rapa Nui Pacific Leader Summit (Sommet des leaders du Pacifique pour la protection des océans et le défi de la pollution du plastique et du micro plastique dans la région),
- 2/ Rencontres formelles avec les administrations (mairie et gouverneur),
- 3/ Visite du bien à l'UNESCO Parc National de Rapa Nui, rencontre du gestionnaire du parc,
- 4/ Rencontre des entités gestionnaires de l'AMP de Motu Motiro Hiva,
- 5/ Rencontre des gestionnaires de l'aéroport international,
- 6/ Rencontre de la chambre de tourisme

Budget : 2,1 MF, dont 1,4MF pour la prise en charge des frais de mission des élus et 700 KF pour un agent

Service Patrimoine des îles Marquises BEX1-2024

HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Evènements à venir

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 29/03/2024

987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Rapa Nui Pacific Leaders Summit

3 au 5 avril 2024

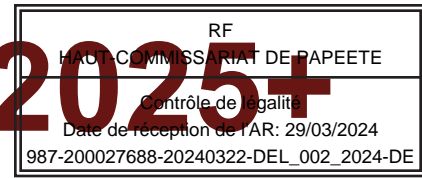
"SOMMET DES DIRIGEANTS DU PACIFIQUE RAPA NUI 2024 : Sommet des dirigeants du Pacifique pour la protection des océans et le défi de la pollution par le plastique et les microplastiques dans la région",

Organisé par la Municipalité de Rapa Nui, avec le soutien du Système des Nations Unies au Chili, du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et du Ministère des Affaires Étrangères du Chili.

Ce sommet vise à rassembler des leaders de diverses îles et territoires riverains du Pacifique dans le but de promouvoir des actions pour lutter contre la pollution par le plastique et les microplastiques dans l'Océan Pacifique, tout en favorisant la conservation et la protection des océans.

Le sommet mettra également en avant l'importance d'intégrer les connaissances scientifiques et les savoirs ancestraux pour aborder le changement climatique, la pollution et la protection des océans.

4.x Perspectives 2025+



Mise en place d'une stratégie de financement non subventionnée du service Patrimoine

- Taxes
- Marque Marques

Développement du service Patrimoine

- Renforcement RH
- Division en secteurs

Mise en place de nouvelles actions du plan de gestion UNESCO



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

5. DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

5.1 Contexte

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



La CODIM n'a pas de service dédié au développement stratégique.

Depuis 2012, des études ont été menées par la CODIM définir des grandes orientations en matière de développement d'intérêt communautaire (*PDEM, pêche, tourisme, transport maritime, préservation des ressources marines, énergie, etc...*).

Certaines de ces études ont conduit à la création des services opérationnels de la CODIM (TMII et TE AUÏ)

5.2 Grandes orientations



Assurer la cohérence des actions et des aménagements structurants à l'échelon de l'archipel

Augmenter l'autonomie de l'archipel par le renforcement des compétences

Anticiper les besoins futurs afin de garder la maîtrise du développement

5.3 Séminaire d'archipel



Contexte :

En 2023, la CODIM avait organisé son 1er séminaire d'archipel regroupant les élus des 6 communes afin de prioriser les actions communautaires. A cette occasion, les actions principales retenues touchaient au domaine de compétences du Pays.

Action(s) :

- Organiser un forum des services publics de l'État et du Pays
- Organiser un séminaire d'archipel pour traiter des sujets communautaires

Objectifs :

- Entretenir la dynamique de cohésion entre la CODIM et ses communes membres
- Créer du lien entre les services du Pays, de l'État et les communes/CODIM (élus et techniciens)
- Réaliser des consultations sur des thèmes à forts enjeux communautaires (CDL, PGA, CODAM)

Indicateurs :

- Niveau de participation : 6 communes + intervenant extérieurs

Echéances :

- Forum des services publics : septembre 2024
- Séminaire d'archipel : date à définir - fonction de l'AMO.

Budget (F/I) :

- Forum : 1 MF inclus dans les frais de mission des élus et des agents CODIM
- Séminaire d'archipel : 1 MF inclus dans les frais de missions des élus et des agents + 1 MF de prestation d'un animateur
=> le Forum comme le séminaire d'archipel seront mutualisés avec d'autres réunions telles que : bureau exécutif, conseil communautaire, PGA archipel, etc...

5.4 Aménagements structurants



Contexte :

La CODIM a initié 2 projets auprès du Pays : le plan général d'aménagement à l'échelon des îles Marquises (PGA archipel) et le contrat de développement local (CDL) qui est la déclinaison du Schéma général d'aménagement (SAGE) à l'échelon de l'archipel.

Action(s) :

- Organiser avec les communes les réunions du plan général d'aménagement des îles Marquises
- Faire du lobbying auprès du gouvernement pour finaliser le contrat de développement local
- Être associé au projet d'étude sur l'aéroport international

Objectifs :

- S'assurer de la cohérence de la réglementation et des aménagements structurants à l'échelon de l'archipel
- Définir avec le Pays et l'État des objectifs pluriannuels en matière d'aménagement.

Indicateurs :

- Date : Finaliser le PGA archipel avant la fin de l'année 2024 (ATE/CM)
- Date : Signer le contrat de développement local au 1er semestre 2024

Echéances : 2024

Budget (F/I) : Inclus dans le budget d'organisation des réunions communautaires (BEX et Conseiles communautaires)

5.5 Communauté d'archipel

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Contexte :

En 2021, les conseils municipaux et la CODIM ont délibéré en faveur de l'évolution statutaire de la CODIM en CODAMI. Ce projet visant à donner un corps juridique doté de compétences et de moyens à l'archipel a été initié il y a près de 30 ans. L'opportunité de ce projet est actuellement étudié par un groupe de travail CODIM/Pays auquel serait associé l'État dans la perspective de la réforme constitutionnelle du statut des OM.

Action(s) :

- Poursuivre les réunions du groupe de travail technique avec le Pays et l'État
- AMO cahier des charges + Commander une étude (juridique et budgétaire) sur la création de la Communauté d'archipel
- Organiser des tournées d'informations sur le projet de la Communauté d'archipel (Îles Marquises, Tahiti)
- Réaliser du lobbying auprès des institutions et élus nationaux au projet CODAM (*Accueil des délégations nationales et missions en France*)

Objectifs :

- Acter l'opportunité de créer la communauté d'archipel avec l'État et le Pays
- Sensibiliser la population et les élus (locaux et nationaux) au projet de la CODAM

Indicateurs : Date : Finaliser les travaux et l'étude en 2024

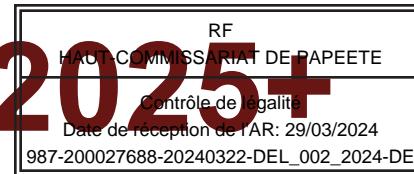
Echéances : 2024 à 2025 (en fonction de la date de la réforme constitutionnelle du statut des OM)

- Tournée des Hakaiki à Tahiti et des îles de l'archipel
- Missions en PF ou aux Marquises : DELOM-AN en mars 2024; COM Sénat en avril 2024; DELOM-Sénat en septembre 2024; Personnalités qualifiées
- Mission(s) en France : AMF au mois de novembre 2024 en France ; avant la tenue du congrès de Versailles (Sénat + AN)

Budget (F/I) :

- Prestation AMO : 12 MF
- 3,5 MF pour les missions nationales inclus dans les frais de missions des élus (6MF) et agents (4MF), hors frais d'organisation et divers.

5.6 Perspectives 2025+



Créer et mettre en oeuvre de la Communauté d'Archipel

Recruter un coordinateur du tourisme (*séminaire 2023*)
pour coordonner et dynamiser le secteur touristique

Etude schéma directeur du développement du secteur
maritime aux îles Marquises (infrastructures, transport,
plaisance, pêche et services à terre, etc...).



CODIM

**COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DES ÎLES MARQUISES**

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

6. ÉCHÉANCES COMMUNAUTAIRES

1er trimestre 2024

RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Janvier :

Février :

- Du 6 au 8/02 ou 7 au 9/02 : ambassadrice du Pacifique
- Samedi 03/02 : Séminaire énergie
- 23 février : Bureau exécutif
- 26/02 Carénage du Kaoha Tini (1 mois)

Mars :

17/18 mars : Mission DELOM assemblée nationale à Nuku Hiva
22/23 mars : Conseil communautaire (comptes/budgets)

2nd trimestre 2024

RF
HAUT COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE



Avril :

Du 03 au 05 avril : Sommet du Pacifique à Rapa Nui

12 avril : Mission du SPCPF à Hiva Oa

13/14 avril : Mission de la commission des lois
institutionnelles du sénat

Ven 26/04 arrivée de la navette de sauvetage à Hiva Oa

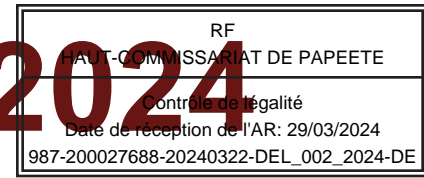
Courant avril : Mission des experts de l'Élysée en PF

Mai :

Juin :

6-16 FESTPAC à Hawaii

3eme trimestre 2024



Juillet :

Classement UNESCO Marquises en Inde
(semaine du 22 juillet 2024)

Août :

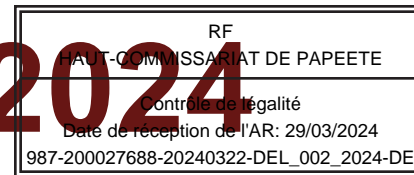
Septembre :

Congrès des communes (décembre à Tupuai ?)

Mission DELOM Sénat (Micheline J.)

Forum ou Carrefour des services publics CODIM-
État-Pays

4eme trimestre 2024



Octobre :

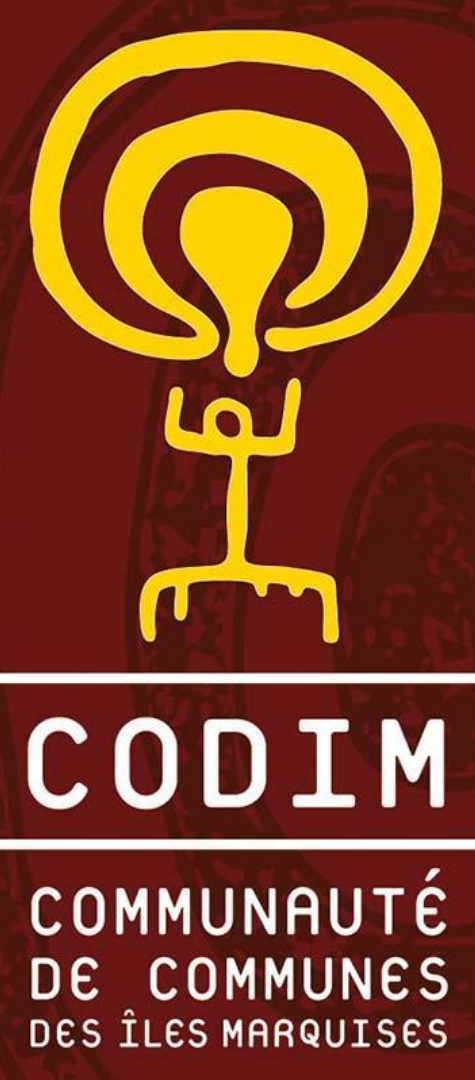
Novembre :

- semaine du 11/11 ACCDOM en Guadeloupe
- semaine du 18/11 AMF à Paris

Décembre :

Jeux inter îles ?

Congrès des communes à Tubuai ?



RF
HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 29/03/2024
987-200027688-20240322-DEL_002_2024-DE

Prévisions 2024

FONCTIONNEMENT	CA 2022	CA 2023 RF	PREV 2024
	HAUT COMMISSARIAT DE PAPEETE		
<u>RECETTES DE GESTION COURANTES</u>	93 773 378	128 011 702	126 996 102
	Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 29/03/2024		
013 Atténuation des charges	2 481 957	5 320 286	080 000
70 Produits des services du domaine et ventes diverses	8 909 225	19 577 313	22 680 000
73 Impôts et taxes	0	0	0
74 Dotations et participations	82 382 577	103 113 403	99 236 102
75 Autres produits de gestion courante	0	0	0
<u>DEPENSES DE GESTION</u>	86 247 022	94 991 267	151 469 494
011 Charges à caractère général	21 593 159	28 259 230	70 969 494
012 Charges de personnel et frais assimilés	39 702 405	47 016 373	49 300 000
65 Autres charges de gestion courante	24 951 458	19 715 664	31 200 000
EPARGNE DE GESTION	7 526 356	33 020 435	-24 473 392
022 Dépenses imprévues	0	0	0
66,686 Charges financières	-	-	-
673- Titres annulés (sur exercices antérieurs) et 678 autres	-	-	-
76 produits financiers	-	-	-
77 Produits exceptionnels (7711/7718/773/775/7788)	15 576	853 790	-
EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles)	7 541 932	33 874 225	- 24 473 392
Opération d'ordre	- 2 825 053	- 5 418 056	- 56 331 375
Resultat de l'exercice	4 716 879	28 456 169	- 80 804 767
Affectation resultat anterieur	47 631 719	52 348 598	80 804 767
Résultat de clôture	52 348 598	80 804 767	-